

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 10 NOVEMBRE 1977 - N° 554

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

LE PEUPLE SAHRAOUI DECIDÉ A FAIRE FACE

Pour de Guringaud
l'agression française au Sahara
est une mission humanitaire



Les femmes sahraouies creusent des abris dans les camps de réfugiés

Lorsqu'un Soutelie déclare devant l'Assemblée : «Le Polisario, c'est la bande à Baader au Sahara», il est dans le ton. Les propos de cet ancien chef des tueurs de l'OAS qui fit tant pour dénier au peuple algérien tout droit à l'existence, sont dans le ton. Le ton de l'ignoble campagne orchestrée jour après jour sur les ondes, dans les journaux, pour préparer l'opinion à l'interven-

tion contre un peuple qu'on n'hésite pas à présenter comme «une bande de terroristes».

Mais, tandis qu'en Algérie, d'imposantes manifestations se déroulent, pour la défense de l'intégrité du territoire, dans les camps de réfugiés sahraouis on se prépare à faire face, en s'appuyant sur des traditions de lutte qui ont forgé l'unité du

peuple. Cette lutte doit avoir aujourd'hui tout notre appui, et celui de tous les travailleurs de France, face à l'impérialisme français, notre ennemi commun.

Lire page 8

VOIR NOTRE DOSSIER PAGE 12

Petits commerçants

JOURNÈS PORTES FERMÉES



Les commerces d'alimentation ont fermé leurs portes ce mercredi, certains comme les boulangers toute la journée, les autres l'après-midi. C'est leur manière de refuser les mesures de Barre qui fait reposer sur eux l'échec de sa politique anti-inflationniste. Les petits commerçants estiment qu'ils n'ont pas à endosser la responsabilité de la hausse des prix ni à réduire leurs marges commerciales.

Pour une part, ils sont eux-mêmes victimes de l'inflation et menacés de disparition par le développement des supermarchés.

(Lire page 5)

Des déclarations de Marchais aux propositions de Mitterrand

LE FEU DE LA DÉSUNION ENTRETENU AVEC BEAUCOUP DE SOIN

L'un à Rouen, l'autre à Lyon, Marchais et Mitterrand ont tous les deux attisé le feu de la désunion qui se développe à gauche. Marchais déclare fermement que «personne ne mettra le PCF à genoux», et Mitterrand fait de l'ironie sur les élucubrations du PCF. Ce même Mitterrand a présenté à la presse les propositions économiques du PS, propositions en elles mêmes bien peu nouvelles, mais qui indiquent la volonté des socialistes de fourbir leurs armes pour une éventuelle campagne électorale séparée. Comme il se doit, l'Humanité dénonce avec véhémence, les dites propositions. Chaque jour apporte sa dose de polémique vigoureuse et d'arguments douteux. Cet échange constant de propos aigres doux a pourtant un mérite : celui de révéler au grand jour, et un peu plus quotidiennement, le fossé qui sépare PS et PCF. Quel que soit la suite de ce jeu là, un tel fossé, dûment révéler, ne pourra pas être comblé.

(Lire page 7)

GREVE NATIONALE LE 1^{er} DECEMBRE

La CGT, la CFDT et la FEN au cours d'une conférence de presse tenue mardi soir, ont annoncé l'organisation d'une journée nationale interprofessionnelle de grève pour le 1^{er} décembre. Cette journée est d'ores et déjà clairement définie comme devant être une suite à la journée du 24 mai et non pas celle du 7 octobre qui avait pourtant clairement reflété l'aspiration de milliers de travailleurs à la lutte contre le plan Barre.

Annoncée trois semaines à l'avance, cette journée, pour les directions syndicales a pour but «d'exiger l'ouverture de négociations sur les revendications salariales». Le refus de toute négociation de la part du patronat et du gouvernement est sans conteste un problème important, les exemples de Dubigeon, des Courriers Normands, à Caen, de Renault, le montrent aisément.

Mais cette journée pourra-t-elle à elle seule faire céder le pouvoir ? L'année écoulée a montré amplement que non !

PLM : grève contre un licenciement

La Brigade B du centre PTT P.L.M. (Paris) s'est mise en grève mercredi matin contre le licenciement d'un inspecteur stagiaire. La décision a été prise en Assemblée générale, suivie d'une délégation massive à la Direction, qui a refusé de les recevoir.

Espagne : essor des luttes contre le pacte social

Des Chantiers Navals de Cadix à ceux de la construction à Estremadure, les ouvriers ont imposé des revendications qui sont nettement au delà de ce que prévoit le «pacte social». C'est aujourd'hui dans l'ensemble de l'Espagne que ce plan d'austérité est mis en cause. Dans certaines localités, la tenue d'assemblées d'usines pour organiser la résistance au «pacte» est envisagée. C'est dans ce contexte que certaines forces politiques de la bourgeoisie espagnole s'efforcent de trouver de nouvelles combinaisons.

(Lire page 9)

La Révolution d'octobre et les falsifications du PCF

Une «stratégie du passage pacifique au socialisme» : c'est ainsi que les plumitifs du PCF décrivent le processus de la Révolution d'Octobre. Pour transformer la réalité de cette révolution en un justificatif de leur politique bourgeoise, ces falsificateurs procèdent beaucoup par omission. Il s'agit pour eux de faire oublier les leçons essentielles de cette grande révolution et notamment l'union étroite dans l'insurrection entre le recours à la violence des armes et la décision des masses d'exercer leur pouvoir.

(Lire page 2)

La Révolution d'Octobre et les falsifications du PCF

● Le recours à la violence, dans la Révolution d'octobre 17 en Russie, pour mettre fin à la dictature des classes exploiteuses, fut inséparable d'une mobilisation, d'une tension sans précédent des énergies de la classe ouvrière et des masses populaires. «L'insurrection, écrit Lénine en septembre 1917, doit s'appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur la classe d'avant-garde. Elle doit, ajoute-t-il, s'appuyer sur l'élan révolutionnaire du peuple» («Le marxisme et l'insurrection»). L'insurrection éclate en effet lorsque «l'exaspération» des masses est à son comble, lorsque celles-ci vouant une haine implacable pour leurs exploités, ne voient plus d'autre issue que l'affrontement direct avec eux, dans la perspective de mettre fin définitivement à leurs prérogatives dans la société.

Ainsi, la Révolution d'octobre est-elle tout le contraire d'une prise de pouvoir par «le haut», tout le contraire d'une simple installation dans les rouages de l'État, de gens qui, se présentant comme les délégués des masses, prétendraient régler les affaires de la société à leur place. L'insurrection d'octobre 1917, c'est le soulèvement du prolétariat et de ses alliés, la paysannerie, principalement déterminés à prendre eux-mêmes leur sort en mains.

Parce qu'il est hostile à une telle initiative, contradictoire avec son projet, le PCF n'évoque la Révolution d'Octobre que comme s'il ne s'agissait que d'un morceau d'anthologie historique, aujourd'hui complètement dépassé. En fait, pour tirer un trait sur les enseignements d'Octobre 17, enseignements fondamentaux pour la révolution prolétarienne, le PCF adopte une double démarche : d'une part, il réduit la Révolution d'Octobre exclusivement à son contexte historique, dont le déroulement ne s'expliquerait que par les conditions de l'époque, mais il ne se contente pas de cela : il falsifie les faits eux-mêmes, et en particulier la ligne de conduite adoptée par le Parti bolchevik, tout au long du processus révolutionnaire qui conduisit à la victoire de l'insurrection. Cette besogne de falsification a été confiée notamment aux trois membres du Comité central du PCF qui ont écrit «Les communistes et l'Etat», un an après le 22^e congrès de leur parti : il s'agissait alors de justifier l'abandon de toute référence à la notion de dictature du prolétariat.

LES «ARGUMENTS»

Tout en insistant sur les circonstances de l'époque, Fabre, Hincker et Sève, en sont venus à donner de la Révolution d'Octobre l'image d'un processus essentiellement pacifique. Ils baptisent même cette révolution de «stratégie du passage pacifique au socialisme». C'est une telle stratégie, selon eux qu'aurait défendue Lénine jusqu'à la limite du possible, jusqu'à la veille, pour ainsi dire, de la prise du Palais d'Hiver, et des organes vitaux de la capitale, le 7 novembre. Pour justifier leur interprétation, les trois membres du CC du PCF mettent en avant le fait que les affrontements pour renverser le gouvernement bourgeois provisoire de Kerenski, furent effectivement très courts et assez peu sanglants et qu'entre février 17 — qui marque la victoire de la révolution démocratique bourgeoise — et octobre 17, qui correspond au début de la révolution prolétarienne, le développement du processus fut en effet essentiellement pacifique ; de fait, au lendemain de février, Lénine envisageait comme possible un développement pacifique jusqu'au bout, de la révolution.

LES «OUBLIS»

Ce faisant, nos plumitifs révisionnistes passent soigneusement



Après les journées de février, la milice ouvrière défile à Pétrograd

sous silence deux traits particulièrement importants de cette période. Lorsque Lénine de retour à Pétrograd, le 3 avril, évoque la possibilité du développement pacifique, ce sont des ouvriers en armes et des soldats, souvent déserteurs avec armes et bagages, du front de la guerre impérialiste, qui sont rassemblés dans les soviets, fermés en février dans la capitale et dans de nombreuses autres localités. En effet, les affrontements de février qui ont conduit à l'abdication du tsar avaient souvent pris le caractère d'affrontements armés ; les ouvriers s'étaient emparés de nombreuses armes des unités de la police ou de l'armée, et une fois les affrontements terminés, ils les avaient conservés en s'opposant par la suite, avec fermeté à tout désarmement ; dans les grandes concentrations ouvrières, était née ainsi, la garde rouge. Quant à l'armée, une grande partie de ses unités envoyées contre les soulèvements ouvriers avec des dizaines de milliers d'hommes avaient mis la crosse en l'air et étaient passés du côté du prolétariat. Les Soviets ainsi constitués, alors que subsistait parallèlement le gouvernement provisoire de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, Lénine va les définir par cette formule : «la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie». Lorsque les révisionnistes citent Lénine, parlant dans leur ouvrage du «maximum de possibilités léga-

les» existant pour la lutte des prolétaires au lendemain de février ils «oublent» seulement de signaler que ces «possibilités légales» peuvent permettre de mener à terme pacifiquement, le processus révolutionnaire, ne sont pas de simples droits octroyés par le gouvernement provisoire, ils sont avant tout une réalité imposée par les Soviets, véritable gouvernement exercé par la classe ouvrière et ses alliés et c'est bien dans ce contexte précis et dans aucun autre qu'est envisagé par les bolchéviks, le passage pacifique. Lorsque les auteurs du livre «Les communistes et l'Etat», citent encore cette affirmation de Lénine : «Le passage de tout le pouvoir aux mains de la majorité véritable du peuple, c'est-à-dire des ouvriers et des paysans pauvres, ne peut nullement s'effectuer aussi facilement et aussi pacifiquement qu'en Russie» (La conférence de Pétrograd ville du P.O.S.D (b)R). Ils se gardent bien de signaler que pour Lénine cet état de chose n'est que la conséquence de l'existence, sous la forme des Soviets d'un «pouvoir direct exercé par les ouvriers organisés et armés, dictature des ouvriers et des paysans. Il ne faut pas oublier, rappelle Lénine, que le pouvoir réel, à Pétrograd, appartient aux ouvriers et aux soldats». («Lettres sur la tactique» 26 avril 1917).

Une constatation faite par

Lénine le 3 mai 1917 éclaire assez sur la situation de cette période : à Kanavine, dans la province de Nijni-Novgorod, les 30 000 ouvriers de 16 usines viennent d'imposer ni plus ni moins que l'administration des entreprises finance leur milice : «une mesure, dit Lénine, d'une portée immense, formidable, décisive, tant en pratique qu'en principe».

L'AMALGAME

Le «développement pacifique de la révolution» dont il est question ici, est donc à l'opposé de l'activité électorale d'un parti révisionniste comme le PCF bien que les auteurs de «Les communistes et l'Etat» prétendent en faire plus ou moins l'amalgame.

Ceux-ci d'ailleurs ne caractérisent les Soviets que comme «un autre gouvernement», sans un mot sur le fait que ces Soviets sont le pouvoir direct exercé par les prolétaires en armes et qu'ils constituent donc un pouvoir radicalement différent de toute République parlementaire bourgeoise. Pour les révisionnistes, en ramenant le développement pacifique envisagé par Lénine à leur propre pratique politique, l'originalité des bolchéviks dans le processus de 1917 ne réside plus guère pour eux que dans les coups de fusils tirés contre le Palais d'Hiver.

LE CONTENU DE LA PROPAGANDE DES BOLCHÉVIKS

Voyons comment les révisionnistes caractérisent l'activité des bolchéviks durant cette période : «Arrivé à Pétrograd quelques semaines plus tard après la révolution de mars, Lénine découvre une situation profondément originale, caractérisée par la dualité du pouvoir... Et on le voit mettre au premier plan de ses préoccupations, tout au long de mai et de juin 1917 la lutte contre la violence, tenue pour une faute capitale, mieux, dénoncée comme le piège par excellence tendu aux masses par l'adversaire de classe». Les révisionnistes développent ici, avec l'arme de l'omission, tout leur savoir-faire en matière de falsification. La réalité, en effet, est que Lénine, dans cette période, combat les points de vue de ceux qui songent à une attaque armée immédiate contre le gouvernement provisoire. Il les combat sur la base d'une analyse de la situation qui indique par exemple, lors des manifestations armées en juillet dans le quartier

de Vyborg, à Pétrograd, que l'armée et la province ne sont pas encore prêtes à soutenir l'insurrection de la capitale et qu'il y a donc un danger d'isolement et d'écrasement des détachements les plus avancés de la classe ouvrière. Mais la propagande faite dans toute cette période par Lénine et le parti bolchévik et qui effectivement s'oppose au recours immédiat à la violence armée est-elle pour autant pacifiste ?

C'est tout le contraire. Même dans la période où est envisagée l'éviction sans heurts sanglants du gouvernement bourgeois, entre février et juillet 1917, avant la répression des manifestations ouvrières par les junkers (élèves-officiers) le cœur de toute la propagande des bolchéviks, c'est l'appel au développement de l'armement du prolétariat, à la constitution partout des milices ouvrières et populaires. Le «patent travail d'explication et d'organisation» des bolchéviks «pour conquérir la majorité au sein des Soviets» qu'évoquent les auteurs du livre, ils se gardent bien d'en indiquer le contenu : pour les bolchéviks, la lutte contre l'influence des mencheviks et des «socialistes révolutionnaires» qui, au sein des Soviets, prônaient le soutien au gouvernement bourgeois encore en place, était liée étroitement à l'affirmation du pouvoir exclusif des Soviets, et à la nécessité mise en avant de développer l'armement du prolétariat ; et ceci, souligne constamment Lénine, est la condition de possibilité d'un éventuel «passage pacifique au socialisme».

LA MILICE ET LE POUVOIR A LA BASE

Dans une lettre de mars 17, au lendemain de la révolution de février, à la veille de son retour à Pétrograd, Lénine déclarait : «La seule garantie de la liberté et de la destruction complète du tsarisme réside dans l'armement du prolétariat, dans la consolidation, l'extension, le développement du rôle, de l'importance, et de la force du Soviet des députés ouvriers.» Quelques jours après, Lénine répondait à la question : «De quelle milice avons-nous besoin, nous, le prolétariat et tous les travailleurs ?»

A cent lieues de la conception des «délégations du pouvoir», conception chère aux révisionnistes et qui réduit les masses au silence, Lénine, liant indissolublement la question de l'armement et celle du pouvoir direct exercé par la base, écrivait au sujet de la milice des Soviets à organiser : «Une telle milice serait formée à 95 % d'ouvriers et de paysans ; elle exprimerait réellement l'intelligence et la volonté, la force et le pouvoir de l'immense majorité de la population. Cette milice armerait réellement le peuple tout entier et lui apprendrait le maniement des armes, nous garantissant ainsi... contre toutes les tentatives de rétablir la réaction... Cette milice serait l'organe exécutif des «Soviets des députés ouvriers et soldats» ; elle jouirait de l'estime, et de la confiance absolues de la population, puisqu'elle même serait une organisation du peuple tout entier. Cette milice transformerait la démocratie, de belle enseigne destinée à masquer l'asservissement du peuple au capitalisme qui s'en moquent, en une véritable éducation des masses en vue de les initier à toute les affaires publiques...».

PCF : UNE NOUVELLE TENTATIVE DE RÉCUPÉRATION VIS-A-VIS DE LA CFDT

Mais il s'adresse particulièrement à tous ceux qui sont influencés par le débat sur la gauche qui se mène aujourd'hui dans la CFDT. Bien sûr, c'est plus habile qu'au début de l'offensive, lorsqu'il se contentait, par exemple, de reprendre dans les discours d'Edmond Maire les critiques adressées au Parti socialiste, laissant soigneusement dans l'ombre celles qui le visaient. A l'époque, d'ailleurs, la direction de la CFDT avait mis clairement les choses au point, s'élevant contre ces manipulations et ces tentatives de récupération.

Cette fois, c'est un projet d'ensemble qui est décrit et qui se donne l'apparence de répondre point par point aux interrogations des autogestionnaires. Jamais un texte du PCF n'aura autant jeté aux orties le terme de «centralisation» pour reprendre le terme d'«autogestion».

Quelques exemples : «Pour que le changement soit réel, il s'agit d'avancer de front dans tous les domaines vers une société toujours plus démocratique, décentralisée, autogestionnaire, une société faite pour les travailleurs et par les travailleurs eux-

●Lundi, Edmond Maire rencontrait la direction du PCF, à la fin de ses entrevues avec les partis du Programme commun. Le PCF a choisi ce moment pour publier un très long texte, qu'il compte diffuser à 4 millions d'exemplaires, intitulé «Pour une avancée décisive de la démocratie». Ce texte a été remis à l'ensemble des organisations syndicales.



Les clins d'œil enjoliveurs de Marchais ne semblent pas émouvoir Edmond Maire

mêmes... La CFDT a souvent répété que les nationalisations ne suffisaient pas en elles-mêmes, voilà le PCF qui enchaîne : «L'expérience prouve que les changements dans la propriété et

à la direction de l'Etat ne suffisent pas à accomplir cette transformation... Une bureaucratie risque d'en remplacer une autre, des technocrates de «gauche» risquent de succéder à des technocrates de «droite»... La CFDT a déclaré son opposition à une étape centralisée, voilà le PCF qui affirme «Le 22ème Congrès de notre parti a écarté l'idée, pour la France, d'une étape préalable, autoritaire et centralisatrice. La transition vers le socialisme, ce sera à chaque moment de la lutte une avancée vers la démocratie...». Tous les thèmes habituellement développés par la CFDT y passent : «un nouveau type de développement économique», «consommer autrement, produire autrement», «briser la tutelle qu'exerce le pouvoir exécutif central», «le principe d'autonomie au niveau local», «la gestion municipale deviendra progressivement l'autogestion communale», «il faut rompre le carcan étatique dans tous les domaines»... L'essentiel pour le PCF, c'est de couper l'herbe sous le pied aux objections, aux méfiances que son attitude constante suscite largement. Faire en sorte que ceux qui pensent que le PCF au pouvoir, ce sera un renforcement du centralisme, ce sera l'arrivée au pouvoir de ses hommes avec son projet, aient des doutes, s'interrogent «Le PCF n'aurait-il pas changé ? Ne va-t-il pas plus loin que le PS ?». Déjà, sur les revendications immédiates comme le SMIC, il se présente comme le champion, le seul défenseur des travailleurs. Le voilà qui, sur le chapitre des droits des travailleurs,

parle de pouvoir à la base...

Mais revenons à la réalité. Si le PCF se donne tant de mal pour essayer de convaincre, c'est que la réalité vécue ne serait-ce que dans les municipalités qu'il contrôle, s'oppose complètement à ses discours. Lui qui condamne tout favoritisme en paroles le pratique à large échelle partout où il peut déjà le faire. C'est devenu un lieu commun que de dire que, dans les municipalités PC, qui n'a pas sa carte n'a rien. Lui qui a de l'autogestion plein la bouche et qui se permet de mettre les Lip à la première page de son journal *France Nouvelle*, ne risque pas de rappeler comment il a traité ces mêmes Lip il n'y a pas si longtemps, lorsqu'il affirmait que la démocratie à Lip était une fausse démocratie qui ouvrirait la porte à toutes les manipulations.

Autre exemple de la démocratie vue par le PCF : toute l'affaire Sonacotra : qui a dénié toute représentativité au Comité de coordination démocratiquement élu par les travailleurs immigrés de la Sonacotra, le traitant de tous les noms ? Lui qui prétend défendre tous les travailleurs, pourquoi n'a-t-il mené campagne, lors de l'expulsion des 17 délégués Sonacotra, que pour Moussa Konaté, membre du PCF ? Certes, il fallait le défendre en tant que délégué des travailleurs immigrés réprimé par la bourgeoisie, au même titre que les 16 autres expulsés, et non parce qu'il était au PC.

Les exemples de ce divorce entre ce qu'il proclame et son attitude quotidienne, on peut les accumuler. Non, le PCF n'a pas fondamentalement changé lors de son 22ème Congrès. S'il s'est fait moins virulent contre les autogestionnaires, entre autres, c'est qu'il espère bien ainsi les récupérer, avoir derrière lui aujourd'hui, mais plus encore après les élections de 78, non seulement la CGT, mais un courant dans la CFDT, comme masse de manœuvre. Des tentatives comme celles-là peuvent désarçonner un certain nombre de syndicalistes, mais la méfiance reste vive. La bataille sur les nationalisations, sur la structure et le rôle des organes de directions ou les conseils d'ateliers, malgré toutes les précautions du PCF, laisse apparaître le projet du PCF : prendre le maximum de place dans ces structures, par le biais syndical y compris, pour prendre le pouvoir à son profit.

Monique CHÉRAN

UD CFDT du Rhône

Une assemblée passionnée qui condamne l'exclusion d'une section

C'est dans une salle archi-comble que s'est tenue l'Assemblée de militants du Rhône de plusieurs centaines de personnes. C'est vrai que le sujet était mobilisateur : il s'agissait de traiter de la pratique «démocratique» et de l'exclusion de la section tri du Syndicat PTT. Trois types d'intervention sont à noter :

— celle du Bureau PTT : les «exclueurs». Ils expliquent comment il leur était impossible de fonctionner avec une section «autonome», se concertant avec d'autres sections de la minorité, faisant des commissions «armée», «Chili», appelant à la marche de Malville. Ils expliquent comment c'est l'œuvre de partis d'extrême-gauche, utilisant la structure syndicale, à leurs propres fins. Ils reprochent aux exclus de se battre contre leur sanction et de diffuser leur dossier.

— intervention de certains responsables permanents CFDT du Rhône, au nombre de trois : leur argumentation est la même, le syndicat PTT est seul responsable de ses actes, et aucune structure ne peut s'ingérer dans ses affaires. Ils accusent ceux qui n'acceptent pas les exclusions de vouloir «tout foutre en l'air» et de récupérer les structures à des fins partisans.

— la très grosse majorité des interventions laisse exprimer la révolte devant cette tentative de «normalisation». On rappelle l'UD de Gironde et les sanctions de Berliet, on dénonce le

PS, sa volonté d'empêcher par avance toute tentative de débordement pour 78, et d'avoir une structure syndicale efficace face au PCF. Le rôle particulier du CERES, influent dans la fédération PTT et la région Rhône-Alpes, est aussi souligné. Les militants PTT exclus et des responsables de section soulignent que ces exclusions n'ont pu être obtenues grâce à la rapidité et au non respect des statuts, et que la majorité des sections syndicales PTT s'y opposerait aujourd'hui. Ils expliquent que l'autonomie reprochée au Tri est due au manque de propositions et au blocage de toute initiative par le Bureau Départemental PTT qui s'est contenté de diriger avec une majorité de 50 % environ, depuis la grève de 74. «Les exclusions sont l'aveu d'une incapacité à diriger». La Commission Exécutive du Tri explique qu'ils continuent à fonctionner, à mener des grèves contre la restructuration de leur centre de tri, et à défendre les travailleurs.

Enfin, sur l'aspect démocratique et respect de la minorité, après un militant expliquant qu'avant d'adhérer à la CFDT, il a été exclu de la CGT après deux mois de débats, un vieux militant qui a œuvré à la transformation de la CFTC en CFDT, raconte qu'il y a 32 ans, jamais une telle sanction n'aurait été possible et pourtant il s'agissait de la CFTC.

Corr. Lyon

— Préparons nous à la lutte
— Préparons l'alternative révolutionnaire

Que faire pour 78 ?

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

A L'APPEL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE MARXISTE LÉNINISTE

**DIMANCHE
27 NOVEMBRE
PARIS
SALLE MUTUALITÉ 14 H**

AVEC 6 DÉBATS :

- Quel est le véritable projet du PCF ?
- Quelle unité pour 78 ?
- Quel socialisme pour la France ?
- Où en est la situation internationale ?
- Qu'est-ce que l'euro-révionisme ?
- Français - Immigré, une seule classe ouvrière

Lip : vote pour la «réanimation» de l'usine

Mardi, en assemblée générale, a eu lieu, le vote sur le redémarrage de l'usine qui a donné les résultats suivants : 368 pour, 73 non. Ce n'était pas toutefois un grand enthousiasme et ce projet amène la méfiance concrétisée par plusieurs interventions : «On va s'exploiter nous-mêmes» disait un travailleur, un autre ajoutant : «Ça donne l'impression qu'il y a des gens de trop».

Suite à la remarque lucide de Charles Piaget qu'une centaine de Lip disparaîtraient d'eux-mêmes. Pour beaucoup, cela est vu comme une solution de pis aller en attendant le déblocage de la situation.

Dubigeon : le local CFDT mis à sac

La CFDT Dubigeon a élevé une vive protestation contre la mise à sac de son local syndical. Elle accuse la CGT d'être responsable de ce fait.

On n'en sait pas plus pour le moment mais il semble que la colère suscitée chez les travailleurs par le sabotage de leur lutte organisé par les directions syndicales (et en premier lieu celle de la CFDT) ne semble pas étrangère à cet incident.

LUTTES OUVRIERES

Pellet Nanterre

LES GRÉVISTES
EXPULSÉS
DES LOCAUX

C'est mardi matin à 7 h 30 que le jugement du tribunal des référés était appliqué. Devant l'usine, les travailleurs s'étaient massés attendant la venue du commissaire principal accompagné d'un huissier car la préfecture ennuyée par l'ampleur de l'affaire, avait pris l'engagement que cela se passerait sans violence. Pourtant, dans les rues avoisinantes à l'entreprise, les cars de flics étaient nombreux et prêts à intervenir. A 7 h 30 les quelques non grévistes sont rentrés dans l'entreprise mais la majorité des travailleurs refusait de reprendre le travail et se rendait à l'UL CFTD pour tenir une assemblée générale. Forts du soutien apporté à leur lutte par les tra-

vailleurs de Nanterre, et l'unité importante qui existe entre eux, les travailleurs ont décidé plusieurs initiatives pour continuer à populariser leur grève et franchir un nouveau pas dans le rapport de force. Seul absent dans l'affaire : la section de Nanterre du PCF. Quelques minutes après l'expulsion des ouvriers, elle se trouvait à l'Agence Nationale Pour l'Emploi diffusant un tract de polémique avec le Parti socialiste, fort loin des préoccupations des travailleurs !

Travailleurs, syndicalistes, envoyez-leur votre soutien en téléphonant à l'Union locale CFTD (769 32 40).

Corr. Nanterre

Courriers Normands
(Caen) :
Le PS autorise
des cars à tourner !

Alors que suite à un vote par correspondance organisé par la direction, dernièrement la majorité des travailleurs (300) s'étaient prononcés pour la continuation de la lutte en donnant ces lettres aux syndicats (174 ont voté pour la reprise, c'est-à-dire les non grévistes, les cadres), une nouvelle assemblée générale a eu lieu mardi matin. Y est intervenu Paysan, conseiller général du PS, qui a proposé, à la suite du préfet, que les cars scolaires recommencent à tourner... sous peine de ne pas entamer de négociations ! Ces cars étaient pourtant le principal moyen de pression, les directions syndicales, sans consulter les travailleurs ont fait le même appel ! Mardi après-midi, plusieurs dizaines de flics sont venus protéger les jaunes pour qu'ils emmènent les cars scolaires... plus neuf autres cars, ce qui fait douze ! La colère est grande chez les travailleurs qui s'attendent à recevoir les flics ce mercredi matin.

21^e jour de lutte des égoutiers parisiensLES GRÉVISTES INTERVIENNENT
A LA MAISON DE LA RADIO

● En décidant à l'unanimité de reconduire leur mouvement, les égoutiers parisiens sont entrés, mardi matin, dans leur 4^{ème} semaine de grève. Ainsi, le mouvement en cours devient le plus long qui n'ait jamais été mené par les travailleurs des égouts, du moins de «*mémoire d'homme*», soulignait le syndicat CGT. Et les grévistes, pour l'instant, ne sont pas décidés à s'arrêter avant satisfaction de leurs revendications.

L'administration chiracienne oppose toujours la même intransigeance. Lundi matin, se tenait la réunion du conseil municipal de Paris, présidé par Chirac. Une délégation de six grévistes s'y est rendue pour exiger que l'examen de leurs revendications soit inclus à l'ordre du jour. Tibéri, cynique, a refusé sous prétexte que le syndicat CGT n'a pas déposé de préavis de grève. Il avoue ensuite que de toute façon, il n'avait pas connaissance des revendications déposées ! Cela ne l'empêchait pas cependant quelques instants plus tard de les examiner une à une : sur la création d'un CHS, Tibéri a refusé de fixer une date ; quant au 13^e mois, d'après lui «*c'est une question qui doit être réglée dans le cadre des négociations avec les syndicats de la Fonction publique*» ajoutant qu'en aucun cas, ce ne pouvait être une revendication catégorielle (autrement dit, elle est repoussée aux calendes grecques) ; même refus pour les deux jours de congés consécutifs car, dit Tibéri : «*Cela reviendrait à accorder une semaine de 33 heures*». Travailler 33 heures dans les égouts, c'est peu d'après Tibéri. Enfin, sur l'augmentation des effectifs, de «*gros efforts*» sont, paraît-il prévus... dans le budget 78,

que l'on ne connaît pas encore...

«*Chirac veut nous décourager, faire un exemple*», déclarait mardi matin,



le secrétaire CGT. «*Il faut effectivement faire un exemple dans le sens positif, ouvrir une brèche dans le plan Barre*».

Se rendant compte de la détermination des égoutiers, Chirac a posé ces dernières 48 heures, les jalons d'une tactique de rechangement : «*Chirac tente parallèlement de faire appel à FO et à la CFTC qui ne sont même pas dans la grève, pour négocier au*

rabais nos revendications». Une rencontre a eu lieu entre ces organisations et Chirac.

SOLIDARITÉ ET
INITIATIVES

Il y a une seule façon d'y faire face : durcir le mouvement. Différentes interventions, mardi matin, allaient dans ce sens. Un travailleur du 16^e atelier déclarait par exemple : «*On est en grève à 85 %, mais il y a quand même 125*

ques bureaux chaque jour solution qui suffirait à désorganiser un travail qui est somme toute minime. Pour l'instant, la solidarité se développe notamment par l'intermédiaire du syndicat du matériel CGT qui organise des listes de souscription. De nombreux syndicats CGT de Paris qui ont en outre décidé des débrayages de soutien font de même. FO et la CFTC tentent également

gars qui travaillent, les ingénieurs et les surveillants sont toujours dans leurs bureaux : pourquoi est-ce qu'ils seuls adhèrent au CGT, ce qui était clairement démenti mardi. Les grévistes, sur proposition de la commission exécutive de la CGT, décidaient, en outre d'intervenir mercredi matin à l'ORTF et d'imposer leur passage au petit écran.

Richard FEUILLET

Calberson (Rouen)

LA DIRECTION CÈDE

● A Rouen chez Calberson, les travailleurs, après avoir occupé leurs locaux, ont obtenu vendredi, après 12 jours de grève, la réintégration de 36 grévistes sur les 41 menacés de licenciement. Après avoir repris le travail ce lundi, ils poursuivent la lutte pour la réintégration de leurs 5 camarades.

Mardi 25 octobre 1977, les travailleurs de l'agence Calberson de Rouen étaient en grève avec occupation des locaux.

Mercredi 26, les travailleurs de l'entreprise ont procédé au bouclage des accès de la gare Rouen-Gauche et mis en place des piquets de grève tournants. L'UL-CGT de Rouen et l'UD de Seine-Maritime sont venues aider les travailleurs (il s'agit d'un jeune syndicat). Jeudi, notre correspondant local a pu contacter les grévistes et des délégués CGT venus de Paris pour apporter aux Rouennais le soutien des travailleurs parisiens et se rendre compte de l'évolution de la situation.

Judi 27 octobre à 19 heures 30, la direction parisienne faisait donner la

police pour évacuer les véhicules et reprendre possession de ses colis.

A l'arrivée de la police, les travailleurs du SER-NAM ont cessé le travail pour protester contre la présence des forces de répression. Le «*76 Express*» (ex-Transports Martini) et l'Entreprise Larbre se mettaient en grève de soutien. Les élus locaux de Rouen et alentours (PCF et PS) y sont allés de leurs petits discours, mettant en avant le programme commun comme solution première à la sauvegarde des intérêts des travailleurs.

L'Union locale CGT de Rouen appelait tous les travailleurs rouennais à manifester vendredi 28 à 11 heures devant la préfecture.

Ce jour-là, Roland Leroy répondait aux travailleurs

de Calberson par un discours d'à peine 10 minutes sur la situation des grévistes, et de 20 minutes pour le Programme commun.

Les délégués parisiens, en grève de soutien, ont popularisé cette lutte en lui faisant franchir les frontières de l'entreprise.

Les télégrammes de solidarité aux grévistes n'ont cessé d'affluer à la direction générale. De nombreux syndicats et sections d'entreprises ont répondu à l'appel des travailleurs de Rouen pour les soutenir dans l'action.

Une délégation syndicale était reçue à 17 heures par la direction et déposait une motion :

1 - retrait des forces de police,
2 - annulation des licenciements (41),
3 - ouverture de négociations sérieuses.

Guy Crescent, avec son bon cœur coutumier, répondait :
1 - Ce n'est pas lui qui a fait appel à la police, mais les usagers de la gare,

2 - Il n'a pas l'intention d'annuler les licenciements.

3 - Cela dépend de l'attitude des travailleurs.

Samedi à 11 heures, les travailleurs n'ont pas répondu aux convocations qui les assignaient devant le juge des Référés (à signaler que, sur place, les forces policières étaient nombreuses : R.G., flics en uniforme et en civil). Le tribunal reportait sa séance à dimanche 30 octobre. Les travailleurs ne s'y sont pas rendus.

IMPORTANTES RECULS
DU PATRON

Lundi 31, la direction ouvrait des discussions à 14 heures sur les revendications des travailleurs :
- salaires
- 13^e mois
- 40 heures par semaine
- prime d'ancienneté
- insuffisance de personnel
- hygiène et sécurité
- paiement des jours de grève

- réintégration des délégués licenciés

Lors des négociations, la direction, qui avait fait procéder au licenciement des délégués par un Comité d'établissement fantôme, a accordé l'intégration des primes dans le salaire de base, augmenté les salaires de 5 % et donné une prime de fin d'année... et des WC propres !

Cependant, 41 travailleurs sont tous licenciés. Après les négociations, les travailleurs ont tenu une assemblée générale à l'Union locale CGT de Rouen. A cette AG, ils ont analysé les réponses de la direction et la suite à donner à leur mouvement. Réunion riche en discussions s'il en est, elle a permis de détacher une ligne de refus de voir l'appareil syndical récupérer la lutte à son seul profit. Les travailleurs n'ont pas été dupes.

Mercredi 2 et jeudi 3 novembre, les actions de popularisation ont continué. Une A.G. tenue à

l'U.L. de Rouen a débouché sur une nouvelle forme d'action :

Vendredi 4 novembre à 7 heures 30, tous les travailleurs en lutte ont décidé de se présenter au travail en refusant leur licenciement. Accompagnés d'un huissier, ils ont fait constater le refus de la direction de réintégrer ! d'entre eux. Guy Crescent a fait un pas en arrière : il a annulé 36 lettres de licenciement et promis la réintégration du personnel au statut précédant la grève.

Par leur ténacité, les travailleurs ont fait reculer la direction et démontré la nécessité d'être unis afin de faire aboutir leurs justes revendications. Ayant repris le travail lundi 13 novembre après 12 jours de lutte, les travailleurs Calberson de Rouen continuent l'action sous d'autres formes pour la réintégration des 5 licenciés.

Gérard LECANT

PETITS COMMERÇANTS : JOURNÉES PORTÉES FERMÉES

Par Serge LIVET

En ce qui concerne les autres magasins d'alimentation, il était difficile mercredi matin d'évaluer la participation au mouvement, la fermeture devant intervenir à 15 heures. Mais en dehors des cafés-limonadiers, des restaurateurs, des bouchers, des poissonniers, les autres magasins d'alimentation dont l'alimentation générale, non concernés par les mesures nouvelles de taxation n'avaient pas de raisons particulières de suivre le mot d'ordre de grève.

Quelle suite sera donnée au mouvement ? La réponse est variable, selon les branches. Les boulangers-pâtisseries envisageaient une seconde journée de grève et en tout cas la grève des croissants et des six autres viennoiseries taxées. Les bouchers ont confirmé leur intention de cesser leurs ventes de veau jusqu'au 20 décembre et les restaurateurs ne proposeront plus de vin d'appellation d'origine contrôlée. Les poissonniers devaient arrê-

• Mardi soir les boulangeries étaient littéralement prises d'assaut. Il y a longtemps qu'on n'avait pas vu de telles queues aux portes des boulangeries. L'annonce de la grève du mercredi avait précipité des gens chez les boulangers qui ont profité de l'occasion pour vendre tout leur pain y compris les pains fantaisies, les pains de seigle... Plus d'un a fait la queue un quart d'heure pour s'entendre dire qu'il n'y avait plus de pain. Ceci n'allait pas sans récriminations, beaucoup trouvant que les boulangers n'avaient pas à se plaindre.

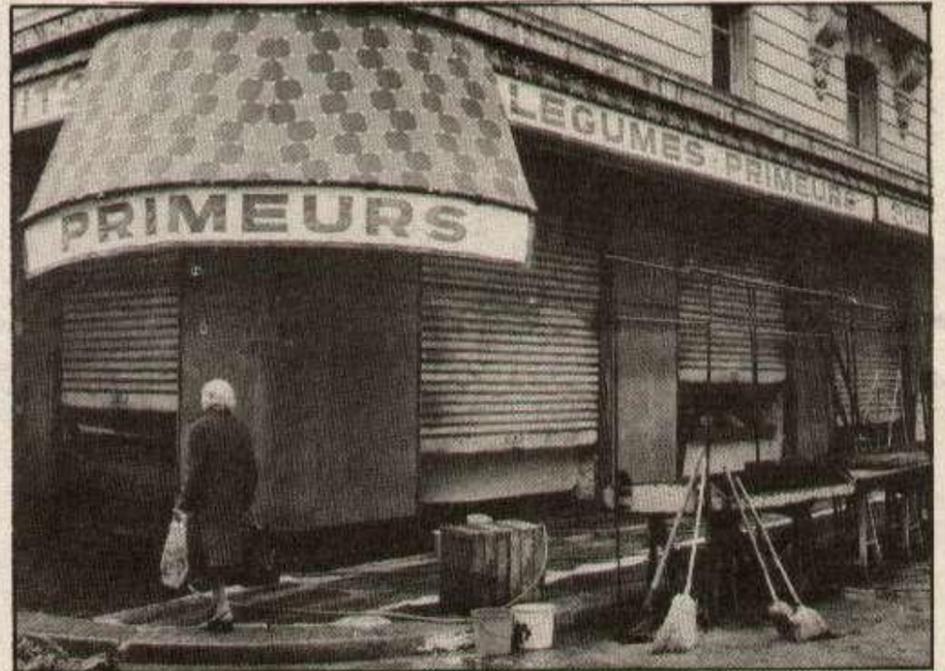
Cette grève du côté des boulangers aura été massivement suivie. Dans les villes, les boulangeries sont restées fermées toute la journée de mercredi et non pas seulement l'après-midi comme il avait été annoncé.

ter leurs positions à l'issue de la grève. On voit mal cet embargo sur certains produits se prolonger, plus de quelques jours, surtout de la part des boulangers qui réalisent une part importante de leurs bénéfices sur les croissants, pains au chocolat...

En 1975, la grève des détaillants en fruits et légumes avait duré huit jours et avait cessé sur de vagues promesses du gouvernement. La grève partielle des boulangers durera-t-elle plus longtemps ? Le gouvernement pour l'instant joue la fermeté, ce

qui lui permet d'apparaître comme le défenseur du pouvoir d'achat face aux petits commerçants sur lesquels il rejette la responsabilité de l'inflation, alors que pour l'essentiel elle est due aux capitalistes et aux grossistes.

Par contre, le gouvernement risque d'être plus gêné par l'exploitation politique de la colère des petits commerçants et en particulier par les manœuvres de Chirac pour se poser en défenseur des petits commerçants qu'il a pourtant contribué à éliminer quand il était au gouvernement.



En dehors des boulangers, des bouchers, des poissonniers, les autres magasins d'alimentation n'avaient guère de raisons de suivre le mot d'ordre de grève.

Les commerçants une évolution différenciée

Les petits commerçants ferment, ce mouvement est sensible, dans les campagnes, conséquence de l'exode rural, dans les villes également avec l'installation de supermarchés. Plusieurs milliers de petits commerces ferment chaque année. En 1974 près de 8 000 détaillants ont fermé boutique, mais selon les branches de commerce, ce mouvement est très différencié.

En 1975, les effectifs de la population active du commerce s'élevaient à 2 559 700 personnes soit une diminution de 1,3 % par rapport à 1974. Le nombre des salariés du commerce dans le même temps avait diminué de 1,4 % également.

En 1966 à 1971, dernière année pour laquelle on dispose de statistiques très détaillées, les effectifs du commerce ont diminué de 30 000 magasins dont 22 000 pour l'alimentation soit 9,7 % de l'effectif. Par contre le commerce de détail non alimentaire a enregistré une progression de 3 % avec un gain de 7 500 entreprises.

Au sein du commerce alimentaire la diminution est la plus rapide pour les magasins d'alimentation générale que pour les commerces spécialisés. Parmi les commerces d'alimentation générale, la quasi totalité des disparitions affecte les établissements sans salarié, par contre on note une augmentation relativement forte des établissements de plus de deux salariés.

En ce qui concerne les commerces d'alimentation spécialisés, la diminution est nettement moins rapide. Entre 1966 et 1971 le nombre de boulangeries a diminué de 25 % pour les boulangeries seules, mais

au total, les boulangeries-pâtisseries n'ont diminué que de 3,3 %. Les boucheries, magasins de fruits et légumes, poissonneries, commerces de boissons ont également connu une certaine diminution de l'ordre de 4 à 6 % pour la même période.

Par contre le commerce de détail non alimentaire a connu au cours de cette période, et il semble que le mouvement se poursuive avec une légère croissance, différenciée selon les spécialistes. L'habillement et la chaussure restent stables : -1 %, par contre les cordonniers ont diminué de 25 %. Le nombre de commerce de biens d'équipement ménagers a augmenté légèrement : +10 %. Le nombre de pharmaciens s'est accru de 8 %. Quant à l'automobile, les garages, fournisseurs d'accessoires etc... ont enregistré une progression de 25 %.

Si donc dans l'ensemble le petit commerce est en régression, ceci est très variable selon les branches. La baisse la plus forte concerne le commerce traditionnel : alimentation générale, elle affecte moins sensiblement le commerce d'alimentation spécialisé : boulangerie-pâtisserie, boucherie. Enfin dans de nouvelles branches et dans le commerce de luxe on note une progression : électro-ménager, automobile, ameublement. En fonction de ces situations différentes par catégories, les attitudes des commerçants sont évidemment différentes, ce n'est pas un hasard si les plus revendicatifs sont les petits commerçants d'alimentation, ceux qu'on va justement trouver en grève mercredi.

Chirac : défenseur du petit commerce ou de sa base électorale ?

Il est facile aujourd'hui pour Chirac de se poser en défenseur du petit commerce, il n'occupe plus en effet de poste gouvernemental. Mais qu'en était-il lorsqu'il était ministre de l'agriculture sous le gouvernement Messmer 2 ou Premier ministre de Giscard ?

LA GREVE DE 1973

En novembre 1973, à la suite de mesures de taxation sur les fruits et légumes décrétées par Giscard d'Estaing, ministre des finances de Messmer, les détaillants de fruits et légumes déclenchaient une grève qui devait durer neuf jours. Le 15 novembre, l'ensemble des magasins, solidaires des détaillants en fruits et légumes observaient une journée de grève. A l'époque, Chirac était ministre de l'agriculture, il fut chargé par Messmer de réunir avec les organisations de détaillants de fruits et légumes une table ronde de conciliation. Chirac posa comme condition à la réunion de cette table ronde, la cessation de la grève. Le seul résultat de cette réunion l'annonce d'un assouplissement sur les contrôles des prix des fruits et légumes. Bien que le gouvernement n'ait pris aucun engagement ferme, ses promesses suffirent à provoquer l'effritement de cette grève.

• A peine Barre avait-il annoncé ses limitations des marges commerciales, que Chirac, devant les PME réunies à la Mutualité prenait nettement et sèchement position contre ces mesures, critiquant les limitations de marges et proclamant qu'il n'autoriserait aucune création de supermarché à Paris. Chirac espère ainsi passer à bon compte pour un défenseur des petits commerçants. Il est vrai que les petits boutiquiers constituent une part non négligeable de la clientèle électorale du RPR et que ce mouvement tente de se présenter comme le défenseur du petit commerce traditionnel, de la petite propriété et des petits artisans menacés par le capitalisme financier. Dans cette période pré-électorale, il n'est pas surprenant que le RPR prenne aussi rapidement et nettement le contre-pied des mesures de Barre. Il y va de son futur score électoral et de son poids relatif à l'intérieur de la majorité parlementaire. Il est important pour lui de disputer aux autres partis de droite cette clientèle conservatrice dans son ensemble.

Si à cette occasion, Chirac adopta une attitude ferme vis-à-vis des commerçants, c'est d'une part parce que ce mouvement mettait dans une position difficile le gouvernement dont il faisait partie à une époque où des luttes ouvrières de longue durée se manifestaient : Lip, Cerizay... D'autre part la grève des détaillants des fruits et légumes gênaient les producteurs auprès desquels Chirac en tant que ministre de l'agriculture et parce qu'ils représentaient une part importante de son électorat, voulait apparaître comme le défenseur de leurs intérêts.

DÉGAGER SES RESPONSABILITÉS

Comme premier ministre

de Giscard, Chirac, tout en étant un des promoteurs de la politique de poursuite de la liquidation du petit commerce, et tout en approuvant les mesures de Fourcade de taxation des marges des petits commerçants, la réforme de la patente, a tenté de décaler aux yeux des commerçants sa responsabilité dans cette politique. Alors que son gouvernement prenait des mesures contre les petits commerçants, Chirac tentait de donner l'illusion qu'il prenait des distances avec les mesures prises. Ainsi, à la suite de propos de Fourcade contre les déclarations fiscales des commerçants, Chirac disait : «Ce que je récuse c'est le procès d'intention fait aux commerçants accusés de fraude», désaveu

de son ministre des finances, en parole du moins puisqu'il laissait sa politique se poursuivre. A plusieurs reprises Chirac annonçait à grand fracas une politique de soutien au petit commerce : moins de tracasseries fiscales, diminution des charges... Pendant ses trente mois comme Premier Ministre, Chirac a porté une attention particulière à son image de marque auprès des petits commerçants, ne manquant pas une occasion de paraître se démarquer d'une politique dont il était pourtant le responsable.

C'est que le mouvement chiraquien vise particulièrement la clientèle électorale des couches archaïques de la petite-bourgeoisie : commerçants, propriétaires fonciers, petits et moyens paysans. Mais malgré les promesses démagogiques en direction des petits commerçants, Chirac ne peut appliquer qu'une politique favorable aux capitalistes monopolistes qui mène à terme à la liquidation des petits commerçants. Tout au plus le RPR, pour des intérêts politiques évidents, mettra-t-il en avant quelques mesures qui freineront l'élimination du petit commerce, mais celle-ci est contenue dans la logique du développement du capitalisme monopoliste, que le RPR veut poursuivre.

Premier immeuble à capteurs solaires à Paris



Le premier immeuble d'habitation collective avec des capteurs solaires pour la production d'eau chaude sanitaire à Paris, a été inauguré mardi matin, boulevard du Port-Royal. Les capteurs inclinés à 50% sont installés en deux rangées et reliés à deux réservoirs d'eau. En cas d'ensoleillement insuffisant, une chaufferie classique fournit l'appoint. Chaque capteur doit économiser environ 830 watts par heure d'ensoleillement.

Budget des universités : les sacrifices d'Alice

«Nous universitaires, savons comprendre la solidarité nationale, dans une période où notre pays traverse une crise dont nous devons sortir». C'est ainsi qu'Alice Saunier-Séité a expliqué la maigreur de son budget du secrétariat d'Etat aux Universités : 11,5 milliards de francs, soit 8,8% seulement de plus que l'an dernier. Un budget si modeste que même les députés de la majorité s'en sont déclarés préoccupés et qu'Edgar Faure (ancien ministre de l'Éducation nationale) est parti en plein débat... Le budget n'en a pas moins été adopté.

Institutrice séquestrée

À Hodeng-Hodenger, petit village normand de 270 habitants, les parents d'élèves, maire en tête, ont pris une initiative spectaculaire : ils séquestrent l'institutrice. Auraient-ils quelque chose à lui reprocher ? C'est tout le contraire : ils veulent qu'elle continue à faire la classe avec son mari. Une classe que l'inspection d'Académie vient de supprimer. Motif : Il manque un élève pour atteindre le quota de maintien de deux classes soit possible !

Cyclistes et tennismen avec moi !

Chirac a annoncé officiellement ce mercredi la construction d'une piste cyclable autour de Paris (à l'extérieur du boulevard des Maréchaux)... Soucieux par ailleurs de promouvoir le tennis, il compte doubler la capacité du stade Roland-Garros et construire des courts autour de Paris.

Communiqué

Suite aux nombreuses perquisitions à Strasbourg et à Mulhouse dans le cadre de l'affaire Schleyer le collectif d'Édition et de Diffusion d'Alsace, le comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin, *Écologie et Survie*, ont publié un communiqué dans lequel :

- ils soulignent le ridicule de la démarche policière : il suffit actuellement d'avoir chez soi un invité allemand pour provoquer une descente de police ; que reste-t-il de l'amitié franco-allemande ?
- protestent contre ces procédés anti-démocratiques qui visent à discréditer des mouvements alsaciens connus pour leur attitude critique face au pouvoir en place.
- dénoncent l'amalgame scandaleux qui est fait entre l'écologie, la culture alsacienne d'une part, et le terrorisme en Allemagne d'autre part, ainsi que l'exploitation d'une telle situation à des fins électorales.
- s'inquiètent du déploiement inconsidéré des forces de police, de la multiplication des contrôles et du quadrillage systématique qui favorisent un véritable climat d'insécurité et de dénonciation dans la population.
- réclament le départ de toutes les polices étrangères à la région et l'arrêt de cette véritable chasse aux sorcières qui se joue en Alsace.

Vitry : après l'opération policière

CAMPAGNE D'INTOXICATION

Lundi matin sur les trois stations de radio passait le flash : «Des policiers agressés par des jeunes à Vitry, 10 cars appelés en renfort, 3 policiers blessés». Et *France-Soir* le journal de Hirsant-Chirac en faisait sa une sous le titre : «Une bande de voyous agresse trois policiers».

QUE S'EST-IL PASSÉ EXACTEMENT ?

Il est 21 heures lundi soir. Un car de police poursuit un jeune en mobylette dans la cité des Montagnards rue Jean Couzy. Le jeune, interpellé se rebiffe. Les jeunes dans la cité qui assistent à l'altercation interviennent. Un jeune nous a raconté : «Les flics sont alors descendus du camion et ont interpellé des jeunes. L'un d'eux a tiré deux coups de revolver pour nous effrayer et a appelé des renforts. Une DS avec 6 jeunes à bord a voulu partir vers Balzac pour prévenir de la raffe. Ils ont été arrêtés aussitôt par une R 12 d'inspecteurs en civils. Les

autres en l'air, ils sont fouillés et montent dans le fourgon. Puis le renfort arrive et tout le monde se retrouve encerclé. Couzy est quadrillé. Deux agents se placent devant chaque entrée, d'autres patrouillent dans les caves. Il y avait un fourgon, un car de CRS, une R 12, une R 16, des voitures banalisées. Des barrages de police étaient à l'entrée de Couzy, sur l'avenue du 8 Mai 45, à «Radars». Un certain nombre d'entre nous a été embarqué au poste. Les identités ont été contrôlées. Après, la même opération a été réalisée sur Balzac».

QUELQUES QUESTIONS.

La version de *France-Soir* peut être considérée comme la version de la police. On sait en effet comment travaillent les journalistes. Ce n'est pas les jeunes qu'ils vont interviewer. C'est dans les commissariats qu'ils font directement leurs articles. Or l'article de *France-Soir* comporte pour qui connaît Vitry des inexactitudes

frappantes. Ex : «Les deux jeunes... sont sur l'avenue Rouget de Lisle non loin de la gare de Vitry» (alors que ces deux points sont chacun à un bout de la ville) ou encore : «Les gardiens de la paix... arrivent allée Jean-Couzy, devant la cité Balzac» (alors que les deux cités Couzy et Balzac sont dans des quartiers différents !). Pourquoi ces hésitations sur les lieux ?

Les jeunes, témoins des faits, ont été frappés par la rapidité de l'encerclement et la présence d'inspecteurs en civils dans des voitures banalisées. Cette rapidité est-elle fortuite ?

Ils ne parlent pas d'affrontements physiques et de blessures de policiers. Par contre *France-Soir* précise que le policier Sigaud a cité plusieurs jeunes par leur nom parce qu'il les connaît d'autant mieux qu'il habite le quartier. Quand des policiers habitent les quartiers qu'ils patrouillent est-ce un hasard ou une tentative d'ilotage ?

CELA TOMBE A PIC

On ne peut s'empêcher

de rapprocher cet incident de la campagne menée par la Fédération autonome des Syndicats de police. Celle-ci diffusait il y a quinze jours un tract dans les boîtes aux lettres de Vitry qui disait : «Sur 150 000 habitants d'Ivry-Vitry les effectifs locaux en tenue directement opérationnels étaient en 72 de 4 le jour et de 4 la nuit, et pour 77 : 5 le jour et 7 la nuit... Le tract soulignait ensuite qu'il n'y avait que 2 cars de ronde (dont un sans radio) avec respectivement 10 000 et 158 000 km, 4 mobylettes... bref la misère».

On ne peut s'empêcher aussi de rapprocher l'incident de lundi de la campagne menée par la PCF pour un commissariat à Vitry. Les cellules de Balzac en réclament d'ailleurs un, rien que pour cette cité !

Voilà qui tombe donc bien pour tout ce monde ! Le grossissement de l'incident va permettre sans doute d'accélérer les choses.

Corr. VITRY

Thionville, Metz, Nancy

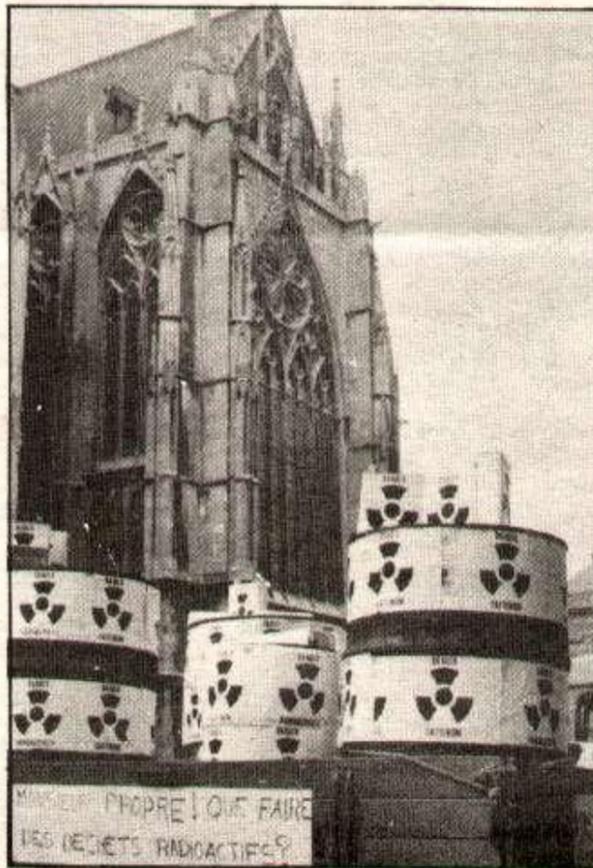
«Danger cattenom, danger radio activité»

Thionville, Metz, Nancy, ont été envahis par des bidons portant les mentions : «Danger Cattenom» et «Danger Radio-activité» samedi 5 novembre. Ces bidons étaient inoffensifs, ils avaient été déposés par les Amis de la Terre de Thionville, le Collectif Anti-Nucléaire de Metz et le Mouvement Ecologique de Nancy.

Cette action se donnait pour but de poser largement auprès de la population le problème non résolu des déchets radio-actifs produits par les centrales nucléaires.

Samedi après-midi, les écologistes passèrent dans les rues pour ramasser les bidons avertisseurs. Le ramassage devait se faire en groupes avec charrettes et

camions, en même temps que des explications étaient données sur le sens de l'action et sur les dangers du programme électro-nucléaire. Tout se serait parfaitement déroulé, les habitants réservaient un bon accueil à cette initiative, si le ramassage n'avait pas été perturbé par la police. A Thionville, en effet, lors du lâcher des bidons, quatre militants avaient été interpellés par la police et gardés au poste pendant deux heures pour contrôle d'identité et fichage. De même dans l'après-midi, quatre autres militants furent interpellés et fichés. Les Amis de la Terre de Thionville se posent plusieurs questions sur les motifs de ces interpellations : «Ces fichages auraient-ils un rapport avec les récents attentats dans la région contre des pylônes EDF, à Algrange et à Angevillers ? Aucune allusion à ces attentats n'a pourtant pas été faite. Vu l'approche du début des travaux de la centrale nucléaire de Cattenom, le sous-préfet de Thionville aurait-il soudain le besoin de connaître l'identité des militants anti-nucléaires de la région ? Ou ces fichages sont-ils encore liés à la chasse aux terroristes effectuée dans la région ? En attendant, nous sentons bien que cette répression est liée à la proximité de la date du début des travaux.»



Tour de France 78

Il partira de Leiden (Pays-Bas) le 29 juin et arrivera à Paris le 23 juillet après 3 950 km, répartis en 22 étapes. Parmi les épreuves contre la montre, on notera l'ascension du Puy-de-Dôme. Les organisateurs ont annoncé la création de «sprints-bonifications» ou d'«échappées-bonifications» au règlement compliqué, qui sont censés stimuler l'ardeur des coureurs.

Découverte d'un nouveau corps céleste

Un astronome de l'Institut de technologie de Californie a découvert l'existence d'un objet céleste situé entre Saturne et Uranus, à environ 2,4 milliards de kilomètres de la terre. Son diamètre serait très faible : entre 160 et 650 kilomètres. S'agit-il d'une planète ou d'un astéroïde ? C'est une question qui reste à résoudre.

Explosion rue Godot de Mauroy

Une violente explosion a causé d'importants dégâts mardi matin dans un immeuble de la rue Godot-de-Mauroy (Paris 9^e). Ce sont les bureaux de la société Thermatome, spécialisée dans la construction de chaudières pour réacteurs nucléaires, qui étaient, semble-t-il, visés.

Propositions économiques du PS

«LE TORT DE BARRE C'EST D'AVOIR ÉCHOUÉ»

François Mitterrand, invité mardi de la presse économique, a présenté les thèses économiques de son parti condensées dans un document de 27 feuillets, et qui seront bientôt publiées par Flammarion dans un petit livre intitulé «89 réponses questions économiques». Le livre sortira le 15 novembre.

Il y a bien longtemps que le PS n'avait pas exposé ses thèses économiques dans leur ensemble. Pour avoir une vision globale, il faut se reporter au colloque de l'Expansion, en octobre 76. Depuis, c'est surtout en francs-tireurs que les experts socialistes se sont exprimés, si l'on excepte la laborieuse prestation de Mitterrand face à Barre à la télévision. Les socialistes, à propos de leur document, parlent d'un texte «sérieux et imaginaire». Sérieux, il l'est certainement, comme l'est le plan Barre ou les différentes mesures qu'emploie la bourgeoisie pour tenter de sortir de sa crise. Pour ce qui est de l'imagination, c'est autre chose... Le programme du PS se décompose en trois parties les mesures à prendre immédiatement — les réformes à mettre en chantier dans un second temps — et enfin les perspectives d'une nouvelle croissance. La différence essentielle avec le programme de Barre réside dans la relance de la consommation ; encore faut-il

moduler cette relance ; certes, le PS prévoit une augmentation du SMIC à 2 200 francs, plus la répercussion de la hausse des prix d'ici mars 78, ce qui aboutit à environ 2 300 F. certes, il prévoit une revalorisation des allocations familiales et autres prestations, mais tout cela s'accompagne d'une volonté d'accroître la production. Pas question d'un retour immédiat aux 40 heures, pas question de l'octroi immédiat de la 5^e semaine de congés payés. Quant au chômage, les espoirs fournis par le PS sont bien minces pour le million et demi de chômeurs d'aujourd'hui : création de 150 000 postes dans la fonction publique, plus embauche de 600 000 agents temporaires.

A l'évidence, le programme du PS, s'il s'accompagne nécessairement d'un certain nombre d'avantages pour les travailleurs (il faut garder le vernis de gauche pour essayer de gagner les élections), ne présente pas une originalité spectaculai-

re par rapport à tous les plans que la bourgeoisie peut envisager. Cela sans même parler de cette «nouvelle croissance fondée sur des modes différents de production et de consommation», évoquée mardi par Mitterrand, et qui rappelle étrangement la «croissance douce» chère à Giscard. Ajoutons à cela que le PS ne semble pas pressé de chiffrer son programme : il le fera «en temps opportun», et uniquement pour les années 78-79.

Nouvelle, l'intervention de Mitterrand ne l'était pas non plus quant au contexte politique : le premier secrétaire du PS a vigoureusement attaqué la politique de Barre, accusée principalement non

pas d'être une agression contre les travailleurs, mais simplement d'*avoir échoué* et l'*Humanité* de mercredi matin attaque (déjà) vigoureusement ces propositions économiques. «C'est une fin de non-recevoir aux propositions syndicales», «c'est un pas vers la co-gestion à l'Allemande», «c'est le règne du brouillard», etc.

Ce qui est sûr en tout cas, et c'est cela qui inquiète principalement le PCF, c'est qu'en faisant ces propositions, en les publiant dans un livre destiné à être massivement diffusé, le PS fourbit ses armes pour sa campagne électorale. Une campagne qu'il se prépare, éventuellement, à mener seul.

Devant le Conseil constitutionnel

Un discours de Giscard...

Elu en mai 1974, Giscard s'était aussitôt lancé dans une politique de réformes, vite avortées d'ailleurs. Au nombre de celles-ci, une réforme de la Constitution permettant à un minimum de 60 députés ou sénateurs de saisir le conseil constitutionnel avant toute promulgation d'une loi qu'ils jugeraient anti-constitutionnelle. L'importance de cette réforme est plus que relative : la seule différence, c'est que maintenant, le gouvernement consulte le dit conseil avant de présenter sa loi, et ce faisant, il se garantit contre toute saisie éventuelle des parlementaires.

Giscard a pourtant profité du troisième anniversaire de cette réforme (elle fut promulguée le 21 octobre 74) pour prononcer, avec quelque apparat, un discours sur les libertés que ses zéloteurs qualifiaient depuis quelques jours d'important.

En fait, ce qui a été important, c'est principalement le rappel des positions giscardiennes en matière d'institutions, rappel qui évidemment s'inscrit directement dans la situation politique d'aujourd'hui. Giscard ne fait pas mystère de ses intentions : quel que soit le résultat des élections en mars 78, il entend bien se servir de toutes les ficelles, de toutes les prérogatives que lui donne la Constitution de la Vème république. Et celles-ci sont nombreuses ! C'est le Président de la République qui choisit le premier ministre, c'est lui qui a le pouvoir de dissolution sur l'Assemblée Nationale, c'est lui qui a le pouvoir de dissolution sur l'Assemblée Nationale, c'est lui encore

qui peut renvoyer toute loi nouvelle devant les députés si elle ne lui convient pas. On imagine aisément l'usage que Giscard pourrait faire de toutes ses possibilités en cas de victoire de la gauche. De fait, le petit jeu constitutionnel peut à la fois créer une situation d'instabilité (Giscard peut très bien choisir un premier ministre qui ne soit pas de la nouvelle majorité) et aussi retarder l'application des nouvelles lois voulues par la gauche ; par exemple, les nationalisations peuvent être ainsi considérablement retardées.

Derrière ce rappel de l'importance des institutions de la Vème République, Giscard a surtout voulu rappeler qu'il faut

compter avec lui. Une autre remarque du Président de la République mérite d'être signalée : selon lui, les institutions ont montré depuis 19 ans leur solidité (la constitution fut adoptée en 1958, et préparée par un comité restreint ou figuraient entre autres, Debré et Guy Mollet). En l'occurrence, c'est vraiment parler de corde dans la maison d'un pendu. Cette fameuse «solidité» a jusqu'ici été due au fait que le Président de la République disposait d'une majorité à sa convenance, capable de voter les yeux fermés n'importe quelle proposition.

En un mot, la Constitution correspond à une situation où la bourgeoisie se reconnaît dans une politique derrière un leader (de Gaulle à l'origine) qui l'incarne, et où son personnel politique fait preuve d'une certaine cohésion. Qui pourrait dire qu'on est encore là aujourd'hui, alors que la droite comme la gauche donnent quotidiennement le spectacle de la désunion, des querelles et des magouilles ?

Qui aujourd'hui, parmi les différents partis bourgeois, est capable d'avancer un projet de société cohérent et de réaliser un

certain consensus là-dessus ? Aucun.

Les politiciens de la bourgeoisie française en crise s'effiloquent et, que Giscard le veuille ou non, l'image de la vie politique bourgeoise aujourd'hui rappelle plus les avatars de la IVème République que les «beaux temps» du gaullisme.

SUR LES LIBERTÉS

Giscard a également disserté sur les libertés, évoquant la nécessaire lutte contre les «agressions, qu'elles soient morales ou physiques», la lutte contre la bureaucratisme, pour la décentralisation. Que dire de ces fadaïses, sinon que Klaus Croissant est à la prison de la Santé, qu'il est menacé d'extradition, que l'hystérie policière s'est développée en Alsace il y a quelques semaines, que les expulsions se multiplient contre les travailleurs maghrébins, que les mesures Stoléru se mettent en place, que les troupes françaises sont en Mauritanie et menacent le peuple sahraoui ?

budget des affaires étrangères nos ambassades seront plus belles

Le marathon budgétaire en était mardi à l'étape des affaires étrangères. Ce budget représente 1 % du budget national, soit quelques 4 milliards de nouveaux francs. Où iront ces 4 milliards ? Essentiellement dans le développement, déjà engagé, d'une politique de représentation à l'étranger plus brillante : en un mot, amélioration des locaux des ambassades, traitements plus importants pour les ambassadeurs et les différents fonctionnaires du Quai d'Orsay, etc... A défaut d'une influence politique plus grande dans le monde, le gouvernement français veut au moins donner l'image d'un pays «qui a les moyens». Une bonne partie des crédits sera aussi affectée aux associations de français à l'étranger. Cela dans un but électoral évident, mais aussi pour conforter la position de ceux qui sont bien souvent des zélés représentants de l'impérialisme français. Quant aux multiples ressources de la diplomatie française, de la présence militaire dans certains pays aux pressions de toute sorte, en passant par les voyages présidentiels, elles font partie d'autres budgets, beaucoup plus discrets, voire secrets ceux-là.

Socialisme + pompidolisme

«La démocratie à la portée de la main», c'est le titre d'un nouveau livre politique qui va sortir ces jours-ci. Son auteur : le club «Echanges et Projets». L'animateur de ce club ? Jacques Delors. Les véritables auteurs du livre (qui porte sur la réforme de l'Etat) ? François Lagrange, Jean de Rosen et Bernard Tricot, ancien chef du cabinet personnel de Pompidou. Qui est également membre de ce club ? José Bidegain, chef de file des patrons «de gauche». Du socialisme à la Mitterrand, arrosé d'une pincée de pompidolisme, le tout à la sauce patronale, voilà un cocktail qui fera certainement les gorges chaudes de l'*Humanité* dans ses prochaines éditions.



Mitterrand pendant son débat avec les patrons, le 12 octobre 76 : «On pourra toujours s'arranger».

Tribune libre



Faillite à droite, cassure à gauche

QUE FAIRE POUR 78 ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste
expose ses propositions sur FR 3

Mardi 16 novembre à 19 H 40

GROGNEMENTS AU RPR

• Ce mercredi après-midi, M. Goulet, député RPR, adresse au premier ministre une «question» portant sur les dernières mesures concernant les prix des produits alimentaires. Naturellement, qui dit question dit critique. Et on en devine facilement le sens : ce parlementaire s'apprête à

Depuis la semaine dernière, les signes de fêlure se multiplient à nouveau du côté de la majorité, le RPR prenant particulièrement ses distances vis-à-vis de la politique gouvernementale. Dès le lendemain du discours télévisé du premier ministre, *La lettre de la nation*, feuille publiée par cette formation, formulait l'appréciation suivante : «C'est le langage du bon sens. Il faudrait qu'il soit entendu. Il le serait plus facilement s'il n'avait pas été auparavant proclamé tant de certitudes démenties par les faits.» Et de conclure : «Nous soutenons, bien sûr, Raymond Barre quand il demande la suspension des droits de douane sur les pommes et les oranges. Mais quand viendra le temps des cerises, il y aura autre chose à faire.» C'était exprimer clairement que la politique de l'actuel gouvernement, contrairement aux affirmations de Barre, ne pourrait être poursuivie au-delà des élections de 78.

Lundi, devant la confédération des petites et moyennes entreprises, Chirac devait par ailleurs proclamer : «Sans réforme d'en-

défendre les positions des organisations professionnelles qui protestent contre certaines taxations. L'important, cette fois, est que M. Goulet ne parlera pas en son nom propre, mais au nom de tout le groupe parlementaire chiraquien.

semble, toute mesure se limitant à la taxation des prix apparaît comme «inefficace, inutile et vexatoire», dénonçant le «piloteage à vue dans le brouillard, incapable de nous sortir de la crise». Il ajoutait même la définition d'une politique économique, sur laquelle il apparaît que le RPR entend tonder sa campagne électorale, de «restauration du plein emploi, de libération des initiatives, et de définition des objectifs nationaux à moyen terme grâce au plan». Cette orientation est contradictoire avec la priorité à la lutte contre l'inflation définie par Barre voici un an, et à laquelle il n'a cessé de se tenir.

Ce n'est pas seulement à cette occasion une facile démagogie en direction des couches moyennes qui se trouve en cause. Certes, il était de bon ton, pour le président du RPR, d'employer devant les adhérents de M. Ginguembre, un des fondateurs des «groupes initiative et responsabilité», le premier de ces deux termes. Mais en même temps, la tentative actuelle pour se démarquer des options gouvernementales apparaît, de la part du RPR, comme la réponse à une situation politique

qui tend à nouveau à aligner les contradictions au sein de la majorité...

En effet, contre tout rééquilibrage, faisant le rapport des réunions de son mouvement qui se sont tenues mardi, Guéna, délégué politique, tenait à souligner : «Si l'idée de rééquilibrage reparaisait de nouveau, ce serait une erreur d'appréciation». Debré indiquait de son côté que ces tentatives venaient d'un «niveau élevé». On aura compris qu'il s'agit du président de la République. Effectivement, malgré le silence qu'observe Giscard en public, on aura remarqué ces dernières semaines la soudaine prétention affichée par le secrétaire général de son parti, Soisson, à diriger la «principale formation de la majorité».

Au fond, c'est évidemment, une fois de plus, la tactique à adopter vis-à-vis des signataires de l'ex-Programme Commun qui oppose entre eux les différents chefs de la droite. En effet, Lecanuet a dit tout haut ce que chacun pense tout bas dans les partis autres que le RPR : la désunion actuelle de la gauche ne serait-elle pas une bonne occasion pour accentuer «l'ouverture» en direction du parti socialiste ? Au plus haut niveau, Barre lui-même signifierait-il autre chose en formulant son appréciation sur «le paysage politique qui commence à changer» ?

UNE FÊLURE CONSTANTE

Voyant ainsi la tentation de la «troisième force» reprendre de la vigueur chez les giscardiens et les «centristes», le RPR formule assez ouvertement ses craintes : «Notre impression pessimiste», a dit Guéna, «vient du trop grand optimisme qui a saisi certains éléments de la classe politique (...). Nous ne savons pas comment les choses vont évoluer au sein de la gauche. Nous devons donc nous garder de tout triomphalisme et rester vigilants.»

Ainsi, alors que la défaite des élections municipales avait contraint, dans une certaine mesure, la majorité à effacer l'expression publique de ses divergences, la cassure du Programme commun revient les mettre à l'ordre du jour. Voici bientôt un an, la division de la droite divisait la gauche. Aujourd'hui, ce sont les difficultés de la gauche qui viennent alimenter celles de la droite.

Jean LERMET

De Guiringaud et sa «mission humanitaire»

LA NÉGATION DU PEUPLE SAHRAOUI

Au cours de la discussion du budget des Affaires étrangères mardi à l'Assemblée nationale, le ministre des Affaires étrangères de Guiringaud, s'est évertué à présenter à nouveau l'intervention militaire française comme une «mission humanitaire» pour régler un «problème humain». A l'entendre, la «politique», c'est-à-dire la volonté d'intervention de l'impérialisme français pour défendre ses visées

en Afrique, serait absente dans l'envoi de paras à Zouerate, absente dans le débarquement ces jours derniers sur des bases au sud du Maroc, de grandes quantités de matériel logistique et d'approvisionnement destinés à un arrivage massif de soldats français, absente dans l'embauche d'espions professionnels pour faire la chasse au Polisario, comme le dénonce l'association des amis de la R.A.S.D. dans

une lettre ouverte à Giscard d'Estaing.

Tout cela n'empêche pas de déclarer que les multiples informations diffusées au sujet de la mise en place d'un important dispositif militaire dans la région du Sahara occidental, sont des «affabulations». A ce sujet, le ministre algérien des Affaires étrangères, Bouteflika, après avoir évoqué «la mise en état d'alerte de l'armée française, y compris de l'arsenal nucléaire» a rappelé à Washington que «sous couvert de neutralité, la France fait preuve de partialité en faveur du Maroc et de la Mauritanie, et se sert de l'affaire des prisonniers pour dissimuler un vaste mouvement stratégique dans la région.»

«Nous nous refusons à prendre position dans un différend qui oppose trois États avec lesquels nous avons des liens anciens et particuliers.»

De Guiringaud parlait ainsi de l'Algérie, du Maroc et de la Mauritanie. En réalité, les régimes de ces deux derniers pays reçoivent de longue date l'appui militaire de l'impérialisme français ; parallèlement à l'intervention directe, l'aide matérielle aux armées marocaines et mauritaniennes se renforce de jour en jour et c'est une aide considérable qui va être fournie à Hassan II à partir de janvier prochain, avec la livraison prévue de cinquante «Mirage IV».

Les propos de de Guiringaud sur «le différend qui oppose trois États» sont surtout là pour souligner le refus actuel, toujours confirmé, de reconnaître le Front Polisario, et le prétendu «soutien humanitaire» n'est qu'une manière de dénier toute qualité de mouvement de libération au Polisario. Dans ces conditions, les insultes de l'ancien chef OAS, Soustelle, devenu député, qui déclarait devant l'assemblée : «Le Polisario, c'est la bande à Baader au Sahara» ne détonaient même pas.

Une fois de plus est orchestrée ainsi en haut lieu la campagne menée sans interruption à travers la presse, la radio, la télévision, pour présenter le Polisario comme une création de l'Algérie, ceci afin de mieux s'opposer aux aspirations à la libération du peuple sahraoui et préparer l'opinion à une éventuelle atteinte à la souveraineté de la République algérienne. C'est pour protester contre cette menace et se mobiliser pour y faire face qu'ont eu lieu d'imposantes manifestations de masses dans toute l'Algérie, cent mille personnes défilant dans les rues d'Alger.

Manifestation à Alger



Imposante manifestation à Alger lundi : dans les rues de la capitale, 100 000 personnes proclamant leur volonté de défendre l'intégrité du territoire algérien en s'opposant à toute agression.

Le témoignage d'un «coopérant» français

Dans un témoignage publié par *Le Quotidien de Paris*, Christian Foulon, spécialiste en télécommunications, et rapatrié en France, reconnaît avoir été souvent amené à travailler pour les postes de commandements de l'armée mauritanienne. «Je ne m'occupais que du téléphone, dit-il, mais mes camarades étaient parfois amenés à travailler sur les radars et même les radars anti-personnels que l'armée mauritanienne a fini par recevoir de la France». Selon Christian Foulon, «les ateliers de mécanique de Zouerate servent à fabriquer des affûts de mitrailleuses «A 52» et «12 7» pour les monter sur les Lands. En outre, ajoute-t-il, il faut effectuer l'entretien des véhicules militaires mauritaniens des colonnes de passage».

Tribune libre



Faillite à droite, cassure à gauche

QUE FAIRE POUR 78?

Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

Espagne

ESSOR DES LUTTES CONTRE LE PACTE SOCIAL

●Deux semaines à peine après la signature du Pacte économique et social de la Moncloa, ses possibilités d'application semblent se réduire de plus en plus.

La classe ouvrière n'est pas disposée à accepter l'austérité et les sacrifices, en échange de prétendues contreparties. La période de renouvellement des conventions collectives s'ouvre, et les travailleurs ont déjà commencé à faire voler en éclats la limite d'augmentation des salaires, fixée à 22 %.

Deux jours après le Pacte, démarrait une grève très dure des ouvriers des Chantiers navals de Cadix, exigeant la survie de l'entreprise. Le gouvernement a été obligé de céder en accordant un crédit de 6 000 millions de pesetas, alors qu'il avait l'intention de moderniser et de restructurer le secteur en

LES POSITIONS SYNDICALES

Les révisionnistes se démentent tant qu'ils peuvent pour faire accepter ce pacte par les masses. Les dirigeants des Commissions ouvrières sillonnent le pays, Camacho en tête, pour expliquer que le Plan est bénéfique pour les

décembre environ.

VERS DES ASSEMBLÉES D'USINES

Face à cette politique de collaboration de classes ouverte, les autres centrales syndicales (CNT, USO, Syndicats des Nationalités, CSU et SUS, plus combattives et dont certaines sont sur des positions révolutionnaires, ont signé un communiqué commun dénonçant le Pacte et annonçant la mise en route d'un processus d'assemblées d'usines pour décider des revendications et pour dénoncer l'atteinte aux libertés syndicales que constitue l'accord de

tituent plus ou moins le vieux groupe «Tacito» néo-franquiste. Les critiques des libéraux portent sur l'insuffisance des moyens donnés aux entreprises pour retrouver leur taux de profit : pas assez de stimulants à l'investissement, limitation des licenciements qui empêchent, selon eux, une productivité acceptable. Il leur faudrait en somme une politique d'austérité bien plus draconienne, sans concession aux partis. Il reproche à l'équipe technocratique et social-démocrate de Fuentes Quintana (ministre de l'Economie) d'avoir trop cédé et de courir le risque d'une aggravation de la situation économique qui pourrait conduire à la formation d'un gouvernement d'union nationale avec les révisionnistes. Les démocrates-chrétiens déplorent la rapidité avec laquelle ont été faites les réformes politiques, notamment celle sur l'impôt.

LES INTRIGUES DU PSOE

Mais le fait le plus significatif est sans doute la démarche effectuée par le PSOE auprès de Garrigues Walker, Fernandez Ordonez, Alvarez de Miranda et d'autres ministres. Il s'est agi, ni plus ni moins, de leur proposer de constituer un gouvernement commun pour après les élections municipales. Le caractère très ouvert de la démarche de Enrique Mugica et Javier Solana du PSOE, illustre la crise de l'UCD.

Tout se passe comme si, après une période attentiste, le PSOE reprenait l'initiative : E. Mugica a déclaré : «Il est faux de dire que seule l'UCD peut gouverner, telle qu'elle est constituée actuellement. Les municipales seront pour nous une occasion : nous espérons en sortir renforcés et, face aux options de l'UCD - gouvernement d'union nationale ou chaos - nous, nous allons offrir le modèle européen des socialistes, des sociaux-démocrates et des libéraux. Et pourquoi pas des démocrates-chrétiens.» Ce projet va tendre davantage les rapports entre le PC et les socialistes, qui ne veulent pas entendre parler pour l'instant d'une «stratégie à gauche»...

En attendant, comme le signale avec philosophie un hebdomadaire espagnol «Le principal avantage du Pacte, c'est qu'on ait réussi à en signer un... Le principal inconvénient du Pacte, c'est que, si ça se trouve, il ne s'applique pas». Autant dire que rien n'est réglé.

Portugal :
division
des partis politiques

Scission au sein du Parti socialiste

Attendue depuis de longs mois, la démission de Lopez Cardoso et de son groupe «Fraternité ouvrière», va certainement clarifier le panorama politique. L'ancien ministre de l'Agriculture était en désaccord sur la «réforme agraire», qui consiste pour l'essentiel à redonner aux anciens propriétaires fonciers les terres occupées après le 25 avril, et qui se heurte à des luttes très importantes des ouvriers agricoles et des petits paysans dans l'Alentejo et l'Algarve. Il s'était également opposé aux «lois scélérates» proposées par Soares contre les libertés syndicales et le droit de grève notamment. L'aile gauche du Parti socialiste trouvait décidément que le «socialisme» de Soares ne correspondait même plus à ce qui se pratiquait sous ce nom dans l'Europe du Nord. S'agit-il vraiment d'une démission ? Il faut rappeler que Soares avait parlé d'exclure cette fraction, en considérant que cela lui laisserait les mains plus libres pour poursuivre les discussions avec les autres partis. Le groupe «Fraternité Ouvrière», qui n'envisage pas pour l'instant de se constituer en parti, se présentera vraisemblablement aux prochaines

élections.

Sa Careiro et Sousa Franco, respectivement président et vice-président du Parti social-démocrate viennent de démissionner. Ce coup d'éclat a pour origine les discussions menées par Soares avec le parti révisionniste, et le discours du général Eanes du 15 octobre dernier invitant toutes les forces politiques du pays sans exclusion à constituer entre l'aile droite de Sa Careiro et la majorité du PSD, plus encline à la conciliation. Dans la mesure où Soares souhaite mener des discussions préférentielles avec le PSD, le coup d'éclat pouvait être un moyen de lui forcer la main, c'est-à-dire de l'obliger à aller au-delà d'un simple pacte, jusqu'à une participation du PSD au gouvernement.

En tout cas, Mario Soares apparaît de plus en plus isolé, et doit faire face à un certain développement des luttes populaires contre l'austérité, le chômage et la réforme agraire, faire face au mécontentement de l'armée, à l'affaiblissement de son parti et aux exigences du Fonds Monétaire International. C'est pourquoi on parle de plus en plus à Lisbonne d'élections anticipées.



Assemblée générale des ouvriers de la métallurgie de Sabadell.

fermant les entreprises. Mais les ouvriers de Cadix restent très mobilisés, car ils savent que ce prêt est une goutte d'eau dans l'océan et ils refusent le chômage. Plus récemment une grève a éclaté dans la construction, en Estremadure dans laquelle le Syndicat Unitaire est particulièrement actif : les travailleurs ont obtenu une augmentation de salaires de 25 %, plus que la limite fixée par le Pacte.

Après des mouvements chez les postiers qui ont lutté pour la réintégration de leurs camarades licenciés l'an dernier, c'est maintenant le tour des travailleurs liés à l'administration publique qui sont en grève depuis une douzaine de jours. Il ne s'agit pas de fonctionnaires, mais d'ouvriers (métallurgistes, maçons, etc.) qui travaillent en sous-traitance pour l'administration. Ces premières grèves, qui pourraient se prolonger dans l'aviation civile, montrent clairement la volonté des travailleurs de ne pas accepter la politique d'austérité signée à la Moncloa.

travailleurs, dans de multiples meetings. Dans les luttes qui se déclenchent, bien malgré eux, ils transigent systématiquement avec les positions patronales, disent qu'il ne faut pas faire une politique d'avenue, et expliquent que le patron ne peut vraiment pas faire plus. C'est ce qui s'est passé dernièrement dans le grand magasin «Galerías preciadadas» où une grève a eu lieu contre les Commissions ouvrières et les propositions patronales.

La politique de l'UGT, proche du PSOE, le parti socialiste, est un appui moins voyant au Pacte mais, dans le fond, elle le soutient. L'UGT a lancé une campagne d'affiches sur le thème : ce qui est important, c'est la sécurité de l'emploi, pas la diminution des salaires. Tout en déclarant qu'elle n'est pas d'accord avec le Pacte, l'UGT affirme qu'elle ne va pas s'y opposer. Ainsi, les deux centrales se rejoignent dans le soutien au Pacte, dans la mesure où elles espèrent préparer dans de bonnes conditions les élections syndicales, qui seraient fixées au 15

l'UGT et des Commissions sur les futures élections syndicales. Cet accord avec le gouvernement signifie que seules les sections syndicales reconnues, ou à défaut 10 % du personnel de l'entreprise, pourront présenter des délégués. D'autre part, l'UGT exige que les listes soient bloquées (vote pour l'ensemble d'une liste présentée par le syndicat). Cet accord est très mal reçu dans la classe ouvrière.

Ainsi, il s'avère que l'application du Pacte de la Moncloa sera difficile pour la bourgeoisie, car de ce Pacte, les travailleurs montrent qu'ils n'en veulent pas.

CRISE AU SEIN DE L'UCD

La crise au sein du parti gouvernemental, l'UCD (Union du Centre Démocratique) est évidemment liée : les critiques proviennent des libéraux, dont Garrigues Walker (ministre des Travaux publics) est la figure de proue. D'un autre côté, les démocrates-chrétiens, tel Alvarez de Miranda, président du Congrès, les ministres Caverio, Osorio, qui recons-

RFA - Algérie

A la suite du refus du gouvernement algérien de voir des gardes-frontières allemands surveiller les opérations d'embarquement dans les avions allemands, sur l'aéroport d'Alger, la compagnie aérienne de la RFA, la «Lufthansa», a décidé d'annuler tous ses vols de Francfort à Alger.

Sud - Liban

L'artillerie israélienne a repris ses tirs contre le Sud-Liban. Mardi après-midi, ce sont les camps de réfugiés Palestiniens à Rachidiyah et Al-Bass, et la ville de Tyr, où des écoles et des habitations ont été touchées, on déplore six personnes tuées et onze autres blessées.

Tribune
libre



Faillite à droite, cassure à gauche

QUE FAIRE POUR 78?

Le Parti Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste
expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

11 novembre 1918 : la guerre était terminée...

● **Novembre 1918** : l'armistice entre l'impérialisme français et allemand est signé à Rethondes. Quand la nouvelle tombe, c'est le soulagement : la grande boucherie se terminait, enfin.

Depuis septembre 1918, les généraux allemands s'évertuaient à accélérer les négociations de la reddition : il leur fallait à tout prix gagner du temps pour sauver l'armée allemande de la déroute totale, trouver une paix encore honorable pour l'impérialisme allemand. En Allemagne même, le Kaiser venait d'abdiquer et fuir en Hollande, chassé par la montée du mouvement révolutionnaire.

En France, Clémenceau préparait ses plans de paix pour «faire payer l'Allemagne». Le peuple, lui, comptait ses morts. Pour lui, l'armistice c'était la fin de la tuerie, la fin des privations bien plus que le sentiment de la victoire. Victoire ? Peut-être mais à quel prix ? Et pour qui ?

4 millions de victimes sur le front

Verdun, Craonne, le Chemin des Dames et d'autres autant de noms qui désormais allaient prendre les résonances sinistres des tueries tristement célèbres de l'Histoire.

En août 14, ils pensaient tous en avoir pour 3 mois, 6 mois au plus. L'invasion éclair du Nord et de l'Est du pays, l'approche aux portes de Paris des armées de Molke et Von Kluck, le départ précipité du gouvernement pour Bordeaux avaient montré les faiblesses de la défense de l'impérialisme français. La bataille de la Marne en septembre 1914 avait évité le désastre mais en novembre 1914, la ligne du front commençait à se stabiliser de l'Oise à Ypres. En 5 mois, plus d'un million et demi de soldats français et allemands étaient déjà tombés. L'enfer des tranchées allait commencer.

Les généraux Joffre puis Nivelle, méprisant le sous-équipement matériel patent de l'armée française allaient engager les hommes dans des opérations-massacres : jurant, à chaque engagement, que celui-ci serait le bon, que le front ennemi serait cette fois-ci percé, que l'adversaire serait mis en déroute. Aux enfers de la Somme et de Verdun en 1916, succédaient ceux du Chemin des Dames en avril 1917. La révolte alors

éclate, brutale, dans les régiments les plus touchés.

Le 4 mai 1917, une compagnie à Laffaux refuse d'aller se faire tuer pour 5 sous par jour. En deux mois, le mouvement des mutins fait tâche d'huile pour s'arrêter fin juin. Pétain a remplacé Nivelle. Il a fait donner le tribunal militaire, il a en même temps tiré un habile parti des revendications des soldats : des directives améliorent les conditions de vie sur le front, dispersent les régiments mutins, les permissions deviennent plus fréquentes, le système de rotation entre les soldats du front et ceux parqués à l'arrière dans les camps de repos, s'organise.

En 1918, plus de trois ans après le déclenchement de la guerre, l'armée dispose alors qu'un équipement matériel suffisant. C'est le prix de l'effort de guerre gigantesque exigé des ouvriers de l'intérieur, c'est aussi l'effet de l'aide matérielle des États-Unis, entrés en guerre en 1917 aux côtés des alliés. Foch et Pétain ont dû aussi tirer des leçons des tactiques désastreuses de leurs prédécesseurs Joffre et Nivelle, leurs alliés arrivent à se donner un commandement unifié. En août 1918, ils passent à l'offensive, contraignant l'armée allemande à la retraite.

Les mutineries de 1917

● **17 avril à Auberive** : Une vingtaine de soldats abandonnent leur poste au moment de partir à l'assaut.

● **20 avril** : 200 soldats se dispersent au moment de monter en ligne.

● **Fin mai, début juin** : Le nombre de refus collectifs augmente. En tout, 250 cas de refus collectifs, 121 régiments touchés. Parmi les mouvements les plus importants :

— Villiers en Tardenois et Chambrecy : pendant trois jours, 2 000 soldats manifestent avec le drapeau rouge : «On tire sur les femmes en grève à Paris !». Menace de mort contre le général Bulot «Assassin, buveur de sang !».

— Mouvements dans 130 gares : «A bas la guerre !», «Vive la paix !», «Vive la Révolution !».

● **26, 27 juin à la 85^e DI** : marche sur Soissons, attaques d'officiers et de convois militaires.

LA REPRESSION DE PETAIN

— 629 condamnations à mort
— 75 exécutions
— 2 873 condamnations dont 1 881 à des peines de prison supérieures à 5 ans.

L'ENFER DES TRANCHÉES

LA MORT, CHAQUE JOUR

(...) On va au milieu de la tempête d'eau et de vent. Il semble qu'on descende, qu'on descende, dans un trou. On glisse, on tombe et on bute contre la paroi, on se rejette debout. Notre marche est une espèce de longue chute où l'on se retient comme on peut et où on peut. Il s'agit de trébucher devant soi et le plus droit possible.

Où sommes-nous ? Je lève la tête, malgré les vagues de pluie, hors de ce gouffre où nous nous débattons. Sur le fond à peine distinct du ciel couvert, je découvre le rebord de la tranchée, et voici d'un coup apparaît à mes yeux, dominant ce bord, une espèce de poterne sinistre faite de deux poteaux noirs penchés l'un sur l'autre, au milieu desquels pend comme une chevelure arrachée. C'est le portique.

— En avant ! En avant !
Je baisse la tête et je ne vois plus rien ; mais j'entends à nouveau les semelles entrer dans la vase et en sortir, le cliquetis des fourreaux de baïonnettes, les exclamations sourdes et le halètement précipité des poitrines.

Encore une fois, remous violent. On stoppe brusquement et comme tout à l'heure je suis jeté sur Poterloo et m'appuie sur son dos, son dos fort, solide comme une colonne d'arbre, comme la santé et l'espoir. Il me crie :

— Courage, vieux, on arrive !
On s'immobilise. Il faut reculer... Nom de Dieu !... Non, on avance à nouveau !

Tout à coup, une explosion formidable tombe sur nous. Je tremble jusqu'au crâne, une résonance métallique m'emplit la tête, une odeur brûlante de soufre me pénètre les narines et me suffoque. La terre s'est ouverte devant moi. Je me sens soulevé et jeté de côté, plié, étouffé et aveuglé à demi dans cet éclair de tonnerre... Je me souviens bien pourtant : pendant cette seconde où, instinctivement, je cherchais, éperdu, hagard, mon frère d'armes, j'ai vu son corps monter, debout, noir, les deux bras étendus de toute leur envergure, et une flamme à la place de la tête !

L'ATTAQUE D'UNE TRANCHÉE

(...) Poussés comme par le vent, on monte et on descend, au gré des vallonements et des monceaux terreux, dans cette brèche démesurée du sol qui fut souillé, noirci, cautérisé par les flammes acharnées. La glèbe colle aux pieds. On s'en arrache avec rage. Les équipements, les étoffes qui tapissent le sol mou, le linge qui s'y est répandu hors des musettes éventrées, empêchent qu'on ne s'embarbe et on a soin de jeter le pied sur ces dépouilles quand on saute dans les trous ou qu'on escalade les monticules.

avant et va éclater juste dans la tranchée.

C'est sur ce coup heureux que l'escouade aborde le fossé.

Pépin s'est précipité à plat ventre. Il évolue autour d'un cadavre. Il atteint le bord, il s'y enfonce. C'est lui qui est entré le premier. Fouillade, qui fait de grands gestes et crie, bondit dans le creux presque au moment où Pépin s'y coule... J'entrevois — le temps d'un éclair — toute une rangée de démons noirs, se baissant et s'accroupissant pour descendre, sur le faite du talus, au bord du piège noir.

Une salve terrible nous

explosé aussitôt arrivé, et un horrible écho humain lui a répondu dans les entrailles de la terre. L'homme saisit une autre grenade. (...)

CHARNIERS À CIEL OUVERT

(...) En bas, parmi la multitude des immobiles, voici, reconnaissables à leur usure et leur effacement, des zouaves, des tirailleurs et des légionnaires de l'attaque de mai. L'extrême bord de nos lignes se trouvait alors au bois de Berthonval, à cinq ou six kilomètres d'ici. Dans cet assaut, qui a été un des plus formidables de la guerre et de toutes les



Derrière nous, des voix nous poussent :

— En avant, les gars, en avant ! Nom de Dieu !
— Tout le régiment est derrière nous ! crie-t-on.

On ne se retourne pas pour voir, mais cette assurance électrise encore notre ruée.

Il n'y a plus de casquettes visibles derrière les talus de la tranchée dont on approche. Des cadavres d'Allemands s'égrènent devant — entassés comme des points ou étendus comme des lignes. On arrive. Le talus se précipite avec ses formes surnoises, ses détails ; les créneaux... On en est prodigieusement, incroyablement près...

Quelque chose tombe devant nous. C'est une grenade. D'un coup de pied, le caporal Bertrand la renvoie si bien qu'elle saute en

éclate à la figure, à bout portant, jetant devant nous une subite rampe de flammes tout le long de la bordure. Après un coup d'étourdissement, on se secoue et on rit aux éclats, diaboliquement : la décharge a passé trop haut. Et aussitôt, avec des exclamations et des rugissements de délivrance, nous glissons, nous roulons, nous tombons vivants dans le ventre de la tranchée ! (...)

Et ici, la tranchée est toute foudroyée. Avec ses murs blancs écroulés, elle semble en cet endroit l'empreinte vaseuse, amollie, d'un fleuve anéanti dans ses berges pierreuses avec, par places, le trou plat et arrondi d'un étang tari aussi ; et au bord, sur le talus et sur le fond, traîne un long glacier de cadavres — et tout cela s'emplit et déborde des flots nouveaux de notre troupe déferlante. Dans la fumée vomie par les abris et l'air ébranlé par les explosions souterraines, je parviens sur une masse compacte d'hommes accrochés les uns aux autres qui tournaient dans un cirque élargi. Au moment où nous arrivons, la masse toute entière s'effondre, ce reste de bataille agonise ; je vois Blaire s'en dégager, le casque pendant au cou par la jugulaire, la figure écorchée, et il pousse un hurlement sauvage. Je heurte un homme qui est cramponné là à l'entrée d'un abri. S'effaçant devant la trappe noire béante et traîtresse, il se retient de la main gauche au montant. De la droite, il balance pendant plusieurs secondes une grenade. Elle va éclater... Elle disparaît dans le trou. L'engin a

guerres, ils étaient parvenus d'un seul élan, en courant, jusqu'ici. Ils formaient alors un point trop avancé sur l'onde d'attaque et ils ont été pris de flanc par les mitrailleuses qui se trouvaient à droite et à gauche des lignes dépassées. Il y a des mois que la mort leur a crevé les yeux et dévoré les joues — mais même dans leurs restes disséminés, dispersés par les intempéries et déjà presque en cendres, on reconnaît les ravages des mitrailleuses qui les ont détruits, leur trouant le dos et les reins, les hachant en deux par le milieu. À côté de têtes noires et cireuses de momies égyptiennes, grumeleuses de larves et de débris d'insectes, où des blancheurs de dents pointent dans des creux ; à côté de pauvres moignons assombris qui pullulent là, comme un champ de racines dénudées, on découvre des crânes nettoyés, jaunes, coiffés de chéchias de drap rouge dont la housse grise s'effrite comme du papyrus. Des fémurs sortent d'amas de loques agglutinées par de la boue rougeâtre, ou bien, d'un trou d'étoffes effilochées et enduites d'une sorte de goudron, émerge un fragment de colonne vertébrale. Des côtes parsement le sol comme de vieilles cages cassées et, auprès, surnagent des cuirs mâchurés, des quarts et des gamelles transpercés et aplatis. Autour d'un sac haché, posé sur des ossements et sur une touffe de morceaux de drap et d'équipements, des points blancs sont régulièrement semés : en se baissant, on voit que ce sont les phalanges de ce qui, là, fut un cadavre. (...)



DEMAIN :
A L'INTÉRIEUR : GRÈVES OUVRIÈRES ET PROFITEURS DE GUERRE

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 9 novembre

TF 1
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les femmes du monde. Film TV
22 h 00 - A la poursuite des étoiles. Le plus grand télescope du monde.
23 h 00 - Journal et fin

A 2
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Question de temps.
21 h 35 - L'aigle et le vautour
22 h 25 - Juke box. Punk ? avec Sex pistols
22 h 55 - Journal et fin

FR 3
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Un film, un auteur. Maigret voit rouge. Maigret enquête sur un meurtre à Pigalle. Il a affaire à un règlement de compte entre gangsters américains.
21 h 55 - Journal
22 h 10 - Un évènement. Automobile

Jeudi 10 novembre

TF 1
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Assemblées parlementaires
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Richelieu, Film TV de Jean-François Chiappe
21 h 25 - L'évènement
22 h 30 - Allons au cinéma
23 h 00 - Journal et fin

A 2
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Un taxi en or, Emission de Guy Lux
21 h 50 - Un homme, un jour
Emission de Jean-Marie Cavada.
Olivier Guichard, le 13 mai 1958. Guichard, un des hommes de confiance de De Gaulle, ne nous dira certainement pas grand-chose sur les dessous du 13 mai 1958 qui permit à de Gaulle de revenir au pouvoir.
23 h 05 - Journal et fin

FR 3
18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre, le PCF
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Cinéma français 1968-1976 : Peau d'âne, film de Jacques Demy (1970) avec Catherine Deneuve. La fable de Perrault revue par Jacques Demy
21 h 55 - Journal
22 h 10 - Réussite, Le Quartz français
22 h 25 - Fin

A propos du film «La guerre des étoiles»

QUAND LA SCIENCE-FICTION NE S'OCCUPE PLUS DU FUTUR

«La guerre des étoiles», dernière super-production américaine lancée sur le marché fera sans doute recette. Parce que ce film de science-fiction parle de tout autre chose que de science-fiction.

La trame de l'histoire d'abord. Une histoire moyennageuse de chevalerie : une princesse, vêtue de blanc et insipide à souhait, faisait partie de la rébellion contre l'Empire, le pouvoir dictatorial qui s'est imposé dans la galaxie. Faite prisonnière, elle envoie un message de détresse. Un jeune homme pur, qui reçoit ses pouvoirs d'un vieux chevalier vaincu et oublié, brave tous les dangers pour la délivrer et finalement abolir le pouvoir de l'Empire.

Il y a de la Bible : le jeune homme pur, aux yeux bleus, c'est David, vainqueur de Goliath, David oint par le vieux Saül. Et qu'est-ce que cette planète désertique où de méchants hommes du désert harcèlent quelques familles européennes sinon la Palestine vue par le sionisme ?

Il y a aussi du western : dans les recoins de cette galaxie, on trouve encore des villes aussi mal famées que celles du Far West, avec saloons, et hors-la-loi qui ne pensent qu'à l'argent mais qui ont quand même un grand cœur.

Il y a enfin un remake de tous ces films «héroïques»

de guerre où Hollywood se plaît à raconter l'attaque surprise de Pearl Harbour, le moment où l'armée U.S. a dû momentanément faire face à un ennemi supérieur.

Les séquences finales, très bien fabriquées, n'ont rien à envier, du point de vue du suspense, aux meilleures scènes de combats aériens. Et les fusées interstellaires se pilotent comme de bons vieux zincs. On peut même les bricoler.

Il y a sans doute un arrière-plan politique à tout cela : l'état-major de l'Empire ressemble étonnamment à une brochette de généraux de Brejnev. L'Empire totalitaire, tech-

nocratique et robotisant a déjà gagné une guerre terrible contre les chevaliers de Guddaï, ceux qui croient à la force de l'idéal, de l'intuition, de l'initiative individuelle, à un au-delà.

Mais tout est bien qui finit bien : individualistes et généreux à la fois, débrouillards, ingénieux et courageux, le dernier carré des hommes libres aura quand même raison de l'Empire...

Les vertus yankees reprennent le dessus sur la lourdeur soviétique, un moment victorieuse.

Bien sûr, tous ces poncifs d'Hollywood, rassemblés ici, ont un fond réactionnaire évident. Tout y passe : prêchi-prêcha reli-

gieux, obscurantisme, élitisme fascinant, racisme, relents de sionisme, etc.

Est-ce pour autant que le public va prendre tout cela à la lettre ? Rien n'est moins évident.

Si ces poncifs réactionnaires, accumulés, concentrés et schématisés, apparaissent si dérisoirement impropres à envisager l'avenir du monde, c'est qu'en retour, ils sont déjà périmés, aujourd'hui.

Et il y a assez de clins d'œil du réalisateur pour montrer qu'il n'y croit pas lui-même.

A la fin, la terrifiante Étoile noire, à la fois centre du pouvoir et arme absolue, explose, comme une baudruche qui crève, un cauchemar qui s'évanouit. La victoire des hommes libres apparaît tout aussi irréaliste : une sorte de cérémonie boy-scout où la princesse récompense ses deux loyaux chevaliers servants.

De ce film, outre les péripéties de l'aventure, toujours spectaculaires, on retient surtout cette caricature condensée de certains des films U.S., toute l'imagerie qui a longtemps servi, au cinéma, à déguiser l'impérialisme américain en défenseur de la liberté et autres valeurs éternelles. Mais si le film n'y croit plus, il se contente de s'en moquer, gentiment, et avec une certaine sympathie.



Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Editions Denoël

114^e épisode

A midi, appelé au bureau, Arezki fut informé de son renvoi. Il sortit de l'atelier sans rien me dire, après avoir serré les mains des Tunisiens et de Mustapha. A la reprise, celui-ci me remit un papier. Arezki m'attendrait à Crimée.

Il s'était placé face à la lumière qui le frappait juste sous les orbites, dessinant un masque sans yeux, impressionnant et sinistre.

— Je suis chômeur !

Il avait beau rire et réduire l'incident, j'en mesurais les conséquences. A mes questions il répondit :

— Oui, dès demain, je chercherai du travail.

— Moi aussi, je vais partir. Sans toi, je ne peux pas rester là-bas.

Comme nous sortions, quelqu'un dit tout haut :
— Il paraît qu'il y a eu du cirque à Alger. La radio vient de le dire.

Le propos nous effleura sans nous distraire de nos préoccupations. Je rentrais seule vers neuf heures, et, pour la première fois depuis longtemps, je pleurai. Il me faudrait partir le lendemain avec la trogne animale que donne le sommeil sur les larmes. J'avais promis à Arezki de tenir bon jusqu'à la fin du mois.

— Quand j'aurai du travail, tu quitteras. Il ne faut pas que nous manquions d'argent tous les deux à la fois.

A la Porte de Vincennes, je trouvai une place assise et j'ouvris le journal. Mais fatigue ou préoccupation, je ne compris pas l'importance des événements qui se déroulaient. Sans Arezki, sans son visage surgissant entre les tôles et la ferraille, je ressentais une impression pareille à la nudité dans le froid. Les jours morts m'apparaissaient comme le sommet du bonheur. Dans la soirée, Gilles passa en compagnie des blouses blanches. Je le sentais, il fallait partir et je l'expliquai à Arezki quand je le rejoignis place d'Italie. Nous marchâmes un peu, il faisait bon. La situation était grave, m'annonça-t-il, et je le vis à la grosseur des titres dans les journaux du soir. Il n'avait pas encore trouvé de travail. Il irait le lendemain se présenter là et là, et, forcément, il finirait par réussir, conclut-il pour me rassurer.

Les événements, soudain, me rendirent fébrile. J'en parlais avec une excitation qui faisait sourire Arezki. A ce moment-là, sa situation me causa moins d'inquiétude, préoccupée que j'étais par la

lecture des journaux, les discussions à l'usine, les conversations téléphoniques fréquentes avec Henri et Anna. Nous vécûmes intensément ces journées, persuadés que l'heure était enfin venue où quelque fantastique retournement allait s'opérer, satisfaits d'être « dans le coup », nous ne savions lequel, mais nous nous y sentions dedans, indispensables, mobilisés, enfin utilisables. Tous les deux jours, j'écrivais à Lucien. Il répondait. Les nouvelles, connues là-bas, le rendaient fou. Il parlait de « tout balancer et de venir ». Il était, lui, en dehors du coup. A l'usine, l'atmosphère avait changé. Je revois Gilles dans le parc où s'entassaient les voitures, entre les portes d'Ivry et de Choisy. Autour de lui, un petit groupe. Il m'appelait, il disait aux autres « elle a une bonne position ». Il faisait le compte : « Dans tel atelier, il y a cinq gars du Parti, au 76, ils sont huit. » Gilles disait « ce qui compte, ce n'est pas hier, c'est combien nous sommes aujourd'hui ». Daubat lui-même sacrifiait l'heure de la pause et venait jusqu'à nous. Beaucoup vinrent, d'ailleurs. Des femmes aussi. Gilles rayonnait. « En France, il y a une vieille tradition républicaine. Elle se réveille quand vient le danger. » Seuls quelques irréductibles refusaient de signer les motions, les résolutions, les appels, les serments. Il courait quelque chose à travers la chaîne, quelque chose d'épais, de chaud, de rassurant qui nous reliait les uns aux autres, que Gilles baptisait la fraternité ouvrière. Cet enthousiasme et ces élans connurent leur chant du cygne le 28 mai.

Arezki avait ricané.

à suivre

SAHARA

une unité forgée dans la lutte de libération

Résistance à l'invasion

L'histoire moderne du Sahara commence avec la résistance à la pénétration coloniale. En ce temps-là les conquistadores espagnols prenaient pied en Afrique, dans les territoires des tribus nomades du désert. A cette époque, les traités signés dès 1767 entre le sultan du Maroc et le roi d'Espagne stipulent expressément que le souverain marocain ne peut garantir à l'Espagne la tranquillité au Sud de la rivière Naun «car sa souveraineté ne s'étend pas jusque là». Les frontières n'avaient pas la rigidité qu'on leur connaît aujourd'hui et les tribus sahraouies se déplaçaient selon leurs besoins du sud du Maroc au cœur de la Mauritanie actuelle. Mais elles avaient une personnalité affirmée par le fait qu'elles ne dépendaient pas des souverains voisins et disposaient de structures politiques qui leur étaient propres, surtout centrées dans le Saguiaat el Hamra, notamment autour de la ville sainte de Smara.

Le cœur de la résistance à la pénétration coloniale

Le Saguiaat el Hamra sera le cœur de la résistance à la pénétration coloniale, c'est là que s'organiseront de véritables armées qui lanceront les raids aussi bien contre les Espagnols que contre les Français. Au début du siècle, à la tête de ces armées, le cheikh Ma el Aïnin organise le Djihad, la guerre sainte contre l'envahisseur français qui s'installe en Mauritanie. Les sahraouies pénètrent au Maroc et remontent jusqu'à Marrakech pour obliger le sultan à rompre sa collaboration avec les Français et participer effectivement à la guerre. Bien que battue par les troupes françaises, en 1910, au Maroc, la résistance sahraouie ne sera brisée qu'en 1934 par une énorme opération militaire franco-espagnole.

L'idée du Djihad n'est pas morte pour autant. Elle se manifestera avec vigueur en 1956. Le Maroc devenait indépendant, des officiers de l'Armée de Libération nationale marocaine organisent la guerre au Sahara. Les sahraouies reprennent les armes, la quasi-totalité du Sahara est libérée. C'est à nouveau une importante opération militaire franco-espagnole qui brise la résistance ; en échange de la fermeture de sa frontière aux forces sahraouies, le roi du Maroc reçoit la province de Tarfaya. C'est la fin du rêve de Djihad, de la croyance en la solidarité des souverains islamiques, c'est le début d'une nouvelle phase de la guerre de résistance qui va déboucher sur la lutte de libération nationale.

Lutte de libération

L'opération «Ecouvillon» par laquelle fut brisée la résistance sahraouie fut d'abord un immense massacre. Les avions bombardaient, détruisaient les campements et les troupeaux. Les Espagnols invitent les familles détruites et ruinées à se rendre dans les agglomérations pour y être indemnisées. Là, elles sont enregistrées et on propose aux hommes de s'engager dans les troupes nomades, de prendre un travail dans la construction ou l'administration, plus tard d'être ouvriers à Bou Craa : sur la base de la ruine et des massacres, s'opère la sédentarisation d'une partie de la population. Certains combattants de 1956 vont combattre en Algérie dans le FLN, ceux qui s'opposent à l'Espagne, qui a installé des troupes sur tout le territoire, sont chassés du territoire ou emprisonnés. D'importants camps de réfugiés s'organisent au sud du Maroc et en Mauritanie où ils ont la nationalité mauritanienne. Ces bouleversements produiront leurs fruits : un mouvement nouveau naît progressivement, qui organisera le 8 juin 1970 une importante manifestation à El Aïoun, la

première depuis de longues années. La répression : 40 morts, des centaines de blessés, un millier d'emprisonnés, montrera que la seule expression de la volonté du peuple ne pouvait faire plier l'Espagne. Alors commencera une phase d'organisation dans tout le territoire ainsi que parmi les réfugiés en Mauritanie et au Maroc.

20 mai 1973 : première attaque armée

Elle débouchera sur la création du Front Polisario, le 10 mai 1973 sa première action armée contre le poste de Nanga. La lutte armée s'accompagne d'un vaste travail à l'échelle de tout le pays.

Mai 1975 : la force politique dominante

Dès le 13 décembre 1974, les combattants sahraouies sont en mesure d'affronter de très grosses unités. A Tifariti, ce jour-là, l'Espagne aligne des blindés et des parachutistes, plusieurs centaines d'hommes. Au terme d'une bataille de 36 heures, ils subissent l'une de leurs plus grandes défaites militaires. Lorsqu'une mission de l'ONU vient au Sahara en mai 1975, d'immenses manifestations sur tout le territoire l'accueilleront drapeau sahraoui en tête, proclamant leur soutien du Polisario. Elle l'amèneront à conclure que «le Front Polisario était la force politique dominante dans le territoire», et que «la population... s'est prononcée catégoriquement pour l'indépendance et contre les revendications territoriales du Maroc et de la Mauritanie». En septembre 1975, le ministre des Affaires étrangères espagnol rencontre El Ouali, le secrétaire général du Front Polisario. Ils mettent au point le processus d'indépendance du Sahara, que l'Espagne est obligée de reconnaître à la suite de près d'un siècle de résistance

Les succès militaires récents du Front Populaire pour la libération de Saguiaat El Hamra et Rio de Oro (le Front Polisario), les intenses préparatifs militaires de Giscard d'Estaing en vue de mener une éventuelle action directe et prolongée, les menaces proférées par le roi du Maroc, Hassan II à l'encontre de l'Algérie qui a reçu sur son territoire les réfugiés sahraouies, ont mis à nouveau sur le devant de l'actualité la situation dans cette région. Qui se bat ? Pourquoi ? Deux ans après la «marche verte» et le début de l'invasion du Sahara par les troupes de Hassan, force est à la bourgeoisie de reconnaître l'existence du Front Polisario : elle avait escompté que les armées marocaines et mauritaniennes n'en feraient qu'une bouchée. Mais, en même temps, elle essaie d'obscurcir les buts du Front, sa nature, prétendant notamment à la suite de Hassan, qu'il est une émanation de l'Algérie. Les conditions dans lesquelles se sont déroulées la résistance au colonialisme et la lutte de libération démentent cette allégation. Le Front Polisario est le fruit d'une longue histoire et la guerre qu'il mène aujourd'hui contre l'invasion en est la continuation.



et deux ans de lutte armée, au cours desquelles le Front Polisario a montré qu'il représentait les aspirations du peuple à l'indépendance et qu'il l'organisait pour ce combat.

L'accord tripartite de 1975 : écraser un peuple

L'accord tripartite de Madrid, signé entre le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne fut donc un véritable coup de poignard dans le dos. Coup de poignard de la part de l'Espagne qui reniait ses engagements, du Maroc et de la Mauritanie qui revenaient sur les termes des résolutions de l'ONU qui prévoyaient l'autodétermination du peuple sahraoui.

Pour l'essentiel, l'accord tripartite prévoyait que le Sahara serait partagé entre le Maroc et la Mauritanie suivant une ligne allant du Nord de Dakhla à la frontière mauritanienne, proche de Zouerate. Le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne se partagent les intérêts de la mine de phosphate de Bou Craa, le Maroc en recevant la plus grosse partie. C'est par l'invasion militaire appuyée par le soutien logistique de l'armée espagnole qu'Hassan cherchera à faire appliquer cet accord.

Selon l'ancien gouverneur espagnol du Sahara, le colonel Rodriguez de Vigori, l'accord tripartite a été signé à la suite d'une intervention vigoureuse de la CIA, en utilisant la dépendance de l'armée espagnole à l'égard des livraisons U.S. comme moyen de chantage au-

près du gouvernement espagnol, car, dit-il : «Nous avions des armes, mais en petites quantités, et quand nous devons y recourir massivement nous nous rendons compte que nous dépendons de l'aide US». Les États-Unis avaient entrepris depuis 1974, depuis que Hassan avait annoncé qu'il ne respecterait pas la décision d'un référendum qui prévoirait l'indépendance, d'accélérer leurs livraisons d'armes à Hassan. Pour des raisons qui convergent avec celles qui poussaient les États-Unis, Giscard avait fait de même. Ils soutinrent l'un et l'autre les ambitions marocaines et mauritaniennes. Mais déjà sont en place les conditions pour une résistance : l'armée marocaine trouvera en face d'elle un peuple uni et une armée de libération déjà expérimentée. La volonté d'exister du peuple sahraoui met en échec l'agression qui vise à l'écraser.

Le peuple sahraoui, en chassant seul les Espagnols, a affirmé son identité et sa volonté : l'accord tripartite de Madrid et l'invasion du Sahara qui ont suivi voudraient les briser. Au travers d'une longue histoire, de la résistance à la pénétration coloniale à la lutte de libération, un peuple s'est forgé. Beaucoup de peuples du Tiers-Monde n'ont pas affirmé autrement que dans la lutte contre le colonialisme qui les opprime, leur identité nationale.

Aujourd'hui, contre l'invasion, contre l'occupant, le peuple sahraoui a commencé, depuis le 31 octobre 1975 une nouvelle guerre pour libérer son territoire.

Demain :
La France et le Sahara :
de la colonisation à la confrontation

